

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie lance une laiterie de 1,4 million de litres de lait par jour

L'Algérie franchit un nouveau cap dans sa stratégie visant à renforcer sa sécurité alimentaire avec l'inauguration, ce samedi, de la plus grande usine de production de lait du pays, située à Rouïba, à l'est d'Alger. Ce projet ambitieux, d'une capacité de 1,4 million de litres par jour, fait partie d'une série d'initiatives destinées à renforcer l'autosuffisance en produits laitiers. P 3



FORMATION PROFESSIONNELLE

La rentrée de février 2025, un tournant vers le zéro papier



La rentrée de la formation professionnelle, prévue pour le 23 février 2025, marque un tournant majeur dans l'histoire du secteur. Cette deuxième session de l'année sera le théâtre d'une transition complète vers la numérisation des inscriptions.

P 5

DES PERFORMANCES EXCEPTIONNELLES

Djezzy et Ooredoo Algérie boostent leurs profits en 2024

L'année 2024 a été marquée par des résultats financiers exceptionnels pour les deux géants des télécommunications en Algérie, Djezzy et Ooredoo

P 3

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

Une Stratégie innovante à trois volets



L'Algérie, acteur clé du secteur énergétique mondial, poursuit une ambitieuse stratégie de modernisation de ses infrastructures énergétiques.

P 5

EN 2024

**Baisse des incendies
de forêts de 91%** P 2

INDUSTRIE

**Ghrieb insiste sur le rôle des
directions de wilaya dans
l'élaboration de la cartographie
nationale du tissu industriel** P 4

QUATRE SYNDICATS DE LA SANTÉ
RENONCENT À LA GRÈVE

**Le ministère de la santé
donne des garanties** P 2

TAUX DE CHANGE
Relative stabilité
enregistrée

Pour la journée d'hier dimanche 16 février 2025, la monnaie européenne s'échange, au Square Port-Saïd, contre 248 dinars à l'achat et 250 dinars à la vente. Le dollar américain, lui, a connu une légère baisse ces derniers jours. Il s'échange désormais à 240 dinars à l'achat et 242 dinars à la vente, très loin de ses niveaux historiques. La Livre sterling, quant à elle continue, même si elle est sur une tendance baissière, à maintenir des niveaux élevés, affichant 292 dinars et 295 dinars pour le même taux respectif. A la banque d'Algérie, les cota-tions commerciales de la mon-naie nationale indiquent que l'Euro s'échange à 141,07 di-nars algériens à l'achat et 141,10 dinars à la vente. Quant au billet vert, son change se si-tue, à la BA, à 134,65 dinars à l'achat et 134,66 dinars à la vente. La monnaie britannique, elle, affiche 169.37 dinars à l'achat et 169.43 dinars à la vente sur ce même marché.

ACCIDENTS DE LA
ROUTE
5 morts et 195
blessés en 24
heures

Cinq (5) personnes sont dé-cédées et 195 autres ont été blessées dans des ac-cidents de la route survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enre-gistré dans la wilaya de Sétif avec deux (2) décès suite au renversement d'un véhicule lé-ger survenu sur la RN n 9, dans la commune d'El Ourissia, pré-cise le communiqué. Les éléments de la Protection ci-vile sont intervenus également pour prodiguer des soins de pre-mière urgence à 22 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles res-pectifs dans les wilayas de Naâma, Ouargla, Médéa, El-Bayadh, Chlef, Blida et Saïda. Par ailleurs, la Protection civile a enregistré trois (3) explosions de gaz à Bouira (un cas de brûlure) et à Alger (2) suite à l'explosion d'une bouteille de gaz butane dans leurs cuisines respectives. Les secours sont intervenus aussi dans la wilaya de Relizane pour l'extinction d'un incendie dans un appartement situé dans la commune de Relizane, cau-sant des brûlures à une per-sonne, tandis que trois autres ont été incommodées par la fu-mée.

EN 2024

Baisse des incendies
de forêts de 91%

Les incendies de forêts ont baissé de 91% durant l'année 2024 par rapport à la moyenne annuelle enregistrée durant les dix dernières années, estimée à 40.000 hectares, indique samedi un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Le bilan a été présenté lors d'une réu-nion de travail présidée par le minis-tre du secteur, Youcef Cherfa, au siège de la Direction générale des Forêts (DGF), consacrée à l'évaluation des diffé-rents programmes liés à la prévention et la lutte contre les incendies de forêts en 2025. La rencontre a vu la participation des conservateurs de forêts des 40 wilayas concernées par la campagne et du délégué national des grands risques, selon la même source. Le bilan présenté lors de la rencontre a fait ressortir une baisse considérable dans les foyers, en recul de 73 %. M. Cherfa a salué les efforts consentis par toutes les parties activant dans le dispositif d'intervention rapide, notamment les agents forestiers, les unités de la Protection civile et l'Armée nationale populaire (ANP), se félicitant de la préparation proactive en 2024 et de l'utilisation de moyens modernes comme les canadiens et les drones pour la surveillance et l'alerte précoce. Concernant les programmes de



prévention et de lutte contre les feux de fo-rêts pour l'année 2025, le ministre a donné des instructions pour parachever toutes les opérations, notamment l'ouverture et l'aménagement des sentiers forestiers et la réalisation de tours de contrôle et la mobi-lisation de points d'eau et ce avant "la fin du mois de mars prochain".

A cela s'ajoute l'installation des comités exécutifs au niveau local et la finalisation des préparatifs pour le plan de prévention et de lutte contre les incendies de forêts pour l'année en cours, en prévision de l'installation "prochaine" de la commission nationale de protection des forêts, conclut le communiqué.

CONTREBANDE

Saisie de 102 000 paquets de cigarettes à Illizi

Les éléments de la police de la sûreté de daïra d'In Ame-nas, relevant de la sûreté de wilaya d'Illizi, ont réussi, en fin de semaine dernière, à saisir 102 000 paquets de cigarettes de dif-férentes marques, introduits illé-

galement sur le territoire national. Selon un communiqué de la po-lice d'Illizi, publié ce dimanche, l'opération a été menée en coor-dination avec l'Inspection régio-nale du commerce d'In Amenas, les services agricoles ainsi qu'un

vétérinaire. Elle a également per-mis la saisie de 400 sacs de ta-bac à priser (« chicha »), desti-nés à la vente illégale. Le principal suspect a été inter-pellé et transféré, avec les mar-chandises saisies, au poste de

police. Un dossier judiciaire a été constitué à son encontre et transmis au parquet du tribunal d'In Amenas, où toutes les me-sures légales ont été prises à son égard.

QUATRE SYNDICATS DE LA SANTÉ RENONCENT À LA GRÈVE

Le ministère de la santé donne des garanties

Dans un communiqué conjoint publié ce dimanche, les syndicats des praticiens de la santé pu-blique, des psychologues, des paramédi-caux et des biologistes du secteur public ont annoncé leur décision après l'inter-vention du ministère de la Santé, qui a initié une série de rencontres sous la su-pervision du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi. Ainsi donc, ces quatre syndi-cats du secteur de la santé ont décidé de renoncer à la grève nationale, initiale-ment prévue les 17 et 18 février, en signe de protestation contre le contenu des sta-tuts particuliers et des régimes indemni-taires applicables aux différentes catégo-ries professionnelles du secteur. L'objectif

de ces réunions initié par le ministre de tutelle était de désamorcer la tension et répondre aux préoccupations des syndi-cats en leur apportant les clarifications nécessaires et en réaffirmant l'engage-ment du ministère à travailler conjointe-ment avec eux pour corriger les dysfon-cionnements relevés dans ces textes régle-mentaires. En conséquence, les syndicats concernés ont exprimé leur volonté de privilégier à nouveau le dialogue et ont pris part aux réunions tenues avec le mi-nistre durant la période de préavis de grève. Selon eux, ces rencontres ont per-mis de constater une volonté claire et sin-cère du ministre de prendre en charge leurs revendications.

Dans ce cadre, il a été décidé de créer une commission chargée de la révision des statuts et des régimes indemnitaires, qui entamera ses travaux dès la semaine pro-chaine. Son rôle sera de recenser les ano-malies et les réserves exprimées par les syndicats, de proposer des solutions et de soumettre ses recommandations aux au-torités compétentes avant la fin du mois de février. Parallèlement, des réunions de concertation seront organisées avec les syndicats signataires du communiqué, en présence de représentants du ministère du Travail et de la Fonction publique, afin de garantir une prise en charge effec-tive des doléances de chaque corps de métier.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie lance une laiterie de 1,4 million de litres de lait par jour

L'Algérie franchit un nouveau cap dans sa stratégie visant à renforcer sa sécurité alimentaire avec l'inauguration, ce samedi, de la plus grande usine de production de lait du pays, située à Rouïba, à l'est d'Alger. Ce projet ambitieux, d'une capacité de 1,4 million de litres par jour, fait partie d'une série d'initiatives destinées à renforcer l'autosuffisance en produits laitiers, répondre à une demande croissante et soutenir les ménages algériens grâce à une offre de lait subventionné.

Par Mourad A.

Le lancement de la phase expérimentale de cette usine, qui représente un atout majeur pour la filière laitière nationale, a été supervisé par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Chorfa. Ce projet découle d'une décision prise par le président Abdelmadjid Tebboune lors d'un conseil des ministres en décembre 2022.

Objectif : augmenter la production locale de lait tout en renforçant les circuits de distribution, notamment dans les wilayas du centre du pays. L'usine de Rouïba, implantée sur une superficie de plus de 4 hectares dans la zone industrielle de la ville, se distingue par sa capacité de production globale. Elle produira 1 million de litres de lait pasteurisé subventionné par l'État, destiné exclusivement aux ménages, ainsi que 400 000 litres de lait UHT, un produit ayant une durée de conservation de trois mois. Ces produits seront disponibles à un prix de 25 dinars le litre, un tarif plafonné afin de garantir l'accès au lait à tous les Algériens, sans distinction de revenu. Le lancement de la

phase expérimentale coïncide avec une période stratégique, à l'aube du mois de Ramadan 2025, où la consommation de lait connaît une forte hausse. Les autorités espèrent que cette nouvelle laiterie permettra de mieux approvisionner les marchés locaux et de répondre à la demande accrue pendant cette période.

Ce projet d'envergure a été réalisé dans un délai record de 14 mois, un véritable exploit témoignant de l'efficacité de sa mise en œuvre. L'usine est équipée de matériel de pointe pour garantir une production moderne et de qualité. Le groupe Giplait, propriétaire de l'usine, a investi 5 milliards de dinars de fonds propres dans la construction de cette unité, et prévoit d'augmenter significativement sa capacité de production annuelle, qui passera à plus de 2,6 milliards de litres de lait, répartis sur 16 unités à travers le pays. Le ministre Youcef Chorfa a souligné l'importance de ce projet dans le cadre de la stratégie de l'État visant à renforcer la sécurité alimentaire nationale. Il a également précisé que « le lait produit sera distribué de manière équitable, grâce à une nouvelle

carte de distribution permettant de stabiliser les prix et de garantir la disponibilité du lait pendant les périodes de forte demande, comme le mois de Ramadan ». Un avenir prometteur pour la filière laitière algérienne. Le lancement de cette usine géante à Rouïba s'ajoute à une série d'initiatives prises par l'Algérie pour assurer une production laitière suffisante et réduire sa dépendance vis-à-vis des importations. En parallèle de la mise en service de cette laiterie, un autre projet majeur a été lancé en avril 2024 : la création d'une ferme géante de 270 000 vaches à Adrar, dans le sud du pays, en collaboration avec le groupe qatari Badna. Ce projet vise à produire du lait en poudre localement, réduisant ainsi les importations de ce produit de large consommation. Depuis 2009, l'Algérie a consacré l'équivalent de 25 milliards de dollars pour soutenir la filière laitière, en apportant une aide financière aux éleveurs et en soutenant le prix du lait. La mise en place de cette nouvelle usine représente donc une étape clé dans cette démarche et vient renforcer les efforts de l'État pour garantir une meilleure couverture des besoins nationaux.

Avec cette nouvelle usine à Rouïba et les projets en cours, l'Algérie semble bien engagée sur la voie de l'autosuffisance laitière. L'objectif est de renforcer la production locale, maintenir des prix accessibles pour les consommateurs et assurer une meilleure distribution du lait sur l'ensemble du territoire national. La filière laitière algérienne est appelée à se développer davantage, avec de nouveaux projets stratégiques en préparation. Le ministre de l'Agriculture a également évoqué des entretiens avec des investisseurs locaux et étrangers pour développer de nouveaux projets agricoles, visant à augmenter la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB) du pays, actuellement estimée à 15%. La laiterie de Rouïba est un projet phare pour l'Algérie, non seulement pour la production laitière, mais aussi comme symbole des ambitions du pays en matière de sécurité alimentaire et de développement économique. Ce projet marque un tournant pour la filière et, avec des investissements continus dans l'agriculture et l'industrie laitière, l'Algérie pourrait bien atteindre ses objectifs d'autosuffisance dans les années à venir.

DES PERFORMANCES EXCEPTIONNELLES

Djezzy et Ooredoo Algérie boostent leurs profits en 2024

Par M. A.

L'année 2024 a été marquée par des résultats financiers exceptionnels pour les deux géants des télécommunications en Algérie, Djezzy et Ooredoo. Ces opérateurs ont enregistré des croissances significatives, tant sur le plan financier qu'opérationnel, soutenues par des stratégies d'investissement ambitieuses, une forte adoption des services numériques, et une gestion optimisée de leurs infrastructures.

En 2024, l'opérateur, Djezzy a confirmé son rôle de leader technologique en Algérie, en enregistrant des performances remarquables. Sa base clientèle a augmenté de 6,8 %, atteignant 17 millions d'abonnés, tandis que l'utilisation des services data a progressé de 7 %. Ce dynamisme se reflète dans son chiffre d'affaires, qui a atteint 112,17 milliards de dinars, marquant une hausse de 10 % par rapport à 2023. Le quatrième trimestre, en particulier, a été très favorable, avec une croissance de 8,2 %. L'EBITDA de Djezzy a également connu une forte progression, atteignant 51,37 milliards de dinars pour l'année, soit une hausse de 12,7 %, et une augmentation encore

plus marquée de 15,6 % au dernier trimestre. Ces résultats ont été soutenus par des investissements conséquents, Djezzy ayant injecté 25,6 milliards de dinars au cours de l'année, dont 7,2 milliards au quatrième trimestre, soit une augmentation de 32 %. Ces investissements ont permis d'améliorer la couverture 4G, avec une augmentation de 4,6 points, et de renforcer l'expérience client, un pilier essentiel de la stratégie de l'opérateur. L'innovation a également joué un rôle clé dans la performance de Djezzy, avec le lancement de la « TwinBox », un produit innovant conçu en partenariat avec Algérie Télécom. Ce produit, immédiatement adopté par le marché, illustre l'engagement de l'opérateur à anticiper les besoins des consommateurs et à diversifier son offre.

De son côté, Ooredoo Algérie a dévoilé, le 10 février 2025, ses résultats financiers impressionnants pour l'exercice 2024. L'opérateur a enregistré un chiffre d'affaires de 104,6 milliards de dinars algériens, en progression de 13,8 % par rapport à 2023. Cette hausse s'accompagne d'une amélioration notable de la rentabilité, avec un EBITDA de 44,2 milliards de dinars, soit une augmentation de 19,2 %. Un

des moteurs principaux de cette performance a été l'important investissement d'Ooredoo, qui a atteint 16,7 milliards de dinars en 2024. Ces fonds ont été principalement alloués au déploiement du Service Universel des Communications Électroniques, destiné à renforcer la couverture réseau, en particulier dans les zones rurales et à faible densité de population. L'expansion de la base clientèle d'Ooredoo, qui a augmenté de 10 % pour atteindre 14,7 millions d'abonnés, témoigne également du succès de ces initiatives. Roni Tohme, Directeur Général de Ooredoo Algérie, a commenté : « 2024 a été une année exceptionnelle, marquée par une solide performance financière. Cette croissance est le fruit d'une stratégie efficace et de l'engagement de nos équipes ». L'amélioration continue du réseau et les investissements soutenus semblent porter leurs fruits, consolidant ainsi le positionnement stratégique de l'opérateur.

Des perspectives d'avenir solides pour le secteur

Les performances exceptionnelles de Djezzy et Ooredoo Algérie témoignent d'une dynamique positive dans le sec-

teur des télécommunications en Algérie. Les investissements massifs dans l'infrastructure, la couverture 4G et les services numériques sont des leviers essentiels pour garantir une croissance soutenue dans un marché de plus en plus compétitif. Les deux opérateurs se sont ainsi positionnés de manière stratégique pour continuer à croître et répondre aux exigences d'un marché en pleine transformation numérique. Si Djezzy met l'accent sur l'innovation produit et l'amélioration de la qualité de service, Ooredoo se distingue par ses initiatives de digitalisation et son investissement dans l'inclusion numérique, notamment dans les régions moins desservies.

Ces deux approches complémentaires viennent renforcer le secteur et offrent des perspectives d'avenir prometteuses. L'année 2024 a été une année prospère pour Djezzy et Ooredoo, marquée par des résultats financiers solides et une transformation continue de leurs offres et infrastructures. Avec des bases financières solides et des projets ambitieux pour l'avenir, ces deux acteurs des télécommunications algériennes sont bien positionnés pour jouer un rôle clé dans l'évolution numérique du pays.

TROIS SEMAINES APRÈS SON INTRODUCTION EN BOURSE
85% des actions de la BDL vendues

Impressionnant ! La Banque de développement local, affirme le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred a vendu 85% des actions, après son introduction en bourse. S'exprimant dans une rencontre tenue à l'hôtel El Aurassi. Le ministre souligne que l'ouverture du capital de la BDL «contribuera au renforcement des capacités financières et opérationnelles de la banque, ce qui lui permettra de soutenir et d'accompagner les grands projets qui contribuent efficacement à dynamiser l'économie nationale et à attirer davantage d'investissements qualitatifs sur le marché algérien». Le ministre note également que ce genre d'opérations encourage au développement de la culture financière des citoyens et une meilleure adoption des nouvelles transactions financières. Dans sa communication, M. Bouzred annonce «l'ouverture très bientôt du capital d'une banque et une compagnie d'assurance».Par ailleurs, le ministre appelle les chefs d'entreprises, opérateurs économiques et investisseurs à travers le pays, «à se joindre avec force à cette étape historique et décisive de notre marche économique, en investissant dans le capital de la Banque de Développement Locale». Quant à Youcef Lalmas, Directeur général de la BDL, il a indiqué que « l'ouverture du capital bancaire et sa capacité à jouer un rôle central dans la relance de l'économie est le fruit d'une bonne gouvernance, soucieuse de mettre en place les réformes nécessaires et de surmonter les défis existants, afin de construire un secteur bancaire plus fort et plus robuste, et donc une économie nationale diversifiée basée sur un marché financier développé et efficace ».Saisissant cette opportunité, M. Lalmas renouvelle son appel à tous les citoyens et investisseurs pour «saisir cette opportunité historique unique et prendre l'initiative», et précise qu'il «ne s'agit pas seulement d'une contribution financière, mais d'un véritable partenariat stratégique qui vous ouvre des perspectives prometteuses pour un avenir prospère et vous permet de contribuer efficacement à l'édification d'une économie nationale forte et durable ».

INDUSTRIE
Ghrieb insiste sur le rôle des directions de wilaya dans l'élaboration de la cartographie nationale du tissu industriel

Le ministre de l'Industrie, M. Sifi Ghrieb, a souligné, samedi à Alger, le rôle des directions de wilaya du secteur, dans l'élaboration d'une cartographie nationale pour le tissu industriel et des différentes nomenclatures de l'industrie nationale, indique un communiqué du ministère. Le ministre s'exprimait lors d'une réunion avec les directeurs de wilaya du secteur, consacrée à l'évaluation des activités des directions de l'industrie pour l'année 2024, et à donner les orientations nécessaires dans le cadre du plan d'action pour la prochaine période. Il a, dans ce contexte, mis en avant le rôle "important et axial" des directions de wilaya de l'industrie au niveau local, notamment en matière de suivi et de prise en charge des investissements industriels sur le terrain, appelant à "davantage d'interaction avec les programmes centraux". Le ministre a donné des instructions pour "contribuer, à court terme, à l'élaboration d'une cartographie nationale du tissu industriel, identifiant les produits, et les activités industrielles au ni-

veau national, en s'appuyant sur les données des directions de wilaya, ainsi qu'à l'élaboration de nomenclatures industrielles notamment celle des extrants, comprenant tous les produits fabriqués localement. Il a également, appelé les directeurs de wilayas à participer à l'élaboration de la nomenclature des intrants, renfermant la liste des produits importés, intégrés à la production locale, afin d'orienter les investissements industriels et d'éviter leur concentration dans certains produits et branches industriels spécifiques. Il s'agit également de la préparation d'une nomenclature pour les compétences nationales en vue de la création d'un Conseil d'expertises nationales dans différents secteurs industriels, d'une nomenclature des déchets industriels pour œuvrer à leur valorisation, ainsi qu'une nomenclature du parc technologique industriel national visant à développer la reproduction industrielle (l'ingénierie inverse), outre la création d'un réseau national pour la reproduction industrielle et d'un réseau national pour la certification et la conformité.

Lors de cette rencontre, la consécration d'un bureau vert pour le développement industriel, qui sera chargé de l'étude immédiate des projets d'investissement industriels structurants contribuant à répondre aux besoins nationaux et à remplacer les importations a été évoquée. A cette occasion, le ministre a insisté sur la l'impératif de coordonner les efforts entre l'administration centrale et les administrations locales et de conjuguer les efforts de tous pour accompagner les investissements et lever les obstacles auxquels sont confrontés les industriels à différentes étapes de la mise en œuvre des projets. Evoquant la question du renforcement des compétences au niveau des directions de wilaya à travers des programmes de formation spécialisés en faveur de leurs employés et cadres, le ministre a insisté sur l'association de la recherche scientifique et des startups au développement du secteur industriel, en sus de la numérisation qui garantit la fluidité du transfert de l'information du niveau local au niveau central et vice-versa, conclut le communiqué.

RAMADHAN

M. Zitouni appelle les commerçants à dynamiser les marchés de proximité

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a appelé, samedi à Alger, les commerçants et artisans à contribuer activement à la dynamisation des marchés de proximité mis en place en prévision du mois de Ramadhan, indique un communiqué du ministère. Le ministre s'exprimait lors d'une réunion de consultation avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), conduite par son secrétaire général, Issam Bedrissi, en présence des cadres centraux, des présidents des confédérations et des représentants des distributeurs et grossistes affiliés à l'UGCAA. Au cours de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de l'approche participative périodique avec les différents acteurs et partenaires économiques, M. Zitouni a souligné que "tous les commerçants sont invités à contribuer activement à la dynamisation des marchés de proximité lancés ce samedi, dont le nombre est de 565, à travers tout le territoire national", appelant à leur autoriser la vente au rabais et promotionnelle sur les denrées alimentaires de large consommation afin d'assurer la stabilité des prix", ajoute le communiqué. Le ministre a également souligné l'importance de leur rôle dans la garantie de la stabilité du marché, le renforcement de la production locale et la lutte contre les pratiques illicites telles que le monopole et

la spéculation, soulignant que leur coopération efficace reflète leur conscience profonde de leurs responsabilités nationales, nécessitant une conjugaison des efforts pour servir les citoyens et soutenir l'économie nationale. M. Zitouni a également réaffirmé l'engagement de l'Etat à fournir toutes les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'une politique commerciale en phase avec le plan d'action du Gouvernement et le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui accorde la priorité à la réalisation d'une croissance économique durable, selon la même source. A cette occasion, le ministre a écouté les préoccupations des commerçants, les voies et moyens de les aplanir à travers de nouvelles approches, à même de renforcer leur rôle dans le développement de l'économie nationale, affirmant, à ce propos, que son secteur œuvrerait à l'examen des propositions et des préoccupations des commerçants et à leur prise en charge, à travers le lancement de plusieurs chantiers de modernisation du secteur du commerce. De son côté, le secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi a fait part de la pleine disponibilité de l'Union à soutenir les efforts du ministère dans la réalisation de la stabilité du marché national, durant le mois de Ramadhan", lit-on dans le communiqué. M. Bedrissi a annoncé, à cette occasion, le lancement d'une initiative sous le thème "Ramadhan: responsabilité, engagement et

solidarité", le 22 février depuis la wilaya de Ghardaïa, avec pour objectif, offrir 'importantes remises sur les prix des denrées alimentaires de large consommation, par souci de renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, outre l'organisation de rencontres et de sorties sur le terrain en vue de sensibiliser les commerçants, les artisans et les opérateurs

économiques. Il a également mis l'accent sur l'importance de préserver les acquis réalisés, durant le Ramadhan passé, se félicitant de l'efficience de l'approche participative adoptée par le ministère et qui a contribué à la stabilité du marché, tout en assurant la disponibilité des produits de base, a conclu la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL					وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE				
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الإستهلاك ليوم 16 فيفري 2025 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Février 2025									
Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعارالتجزئة ² دج / كغ		المنتجات				
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum						
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا	خضراوات			
	Tomate	91	105	76	الطماطم				
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف				
	Ail sec	571	645	496	الثوم الجاف				
	Carotte	67	76	59	الجزر				
	Navet	79	89	69	لفت				
	Choux fleur	65	74	56	قرنبيط				
	Choux	83	92	74	الكرونب				
	Courgette	142	151	130	الكوسة				
	Haricot vert	394	418	370	الفاصولياء الخضراء				
Fruits frais	Laitue	93	106	81	الخس	فواكه			
	Mandarine	120	150	90	الندرين				
	Orange	100	130	70	البرتقال				
	Citron	110	135	85	الليمون				
	Pomme locale	428	537	319	التفاح المحلي				
	Datte	528	662	393	التمر				
Produits d'origine animale	Banane	476	493	459	الموز	لحوم			
	Viande bovine locale	1744	1868	1620	لحم البقر المحلي				
	Poulet de chair	369	381	358	الدجاج				
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)				
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	المنتجات ذات الأصل الحيواني			

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	400,00	-4,76	-4,44	-5,94	7,72	7,50	81	32 400,00
BIOPHARM	BIO	2 390,00	NC	0,00	0,72	3,40	7,17	7,53	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 270,00	2249,00	-0,93	-0,99	-1,31	11,83	5,56	5045	11 346 205,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,28	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-9,96	2,03	-	0	0,00

FORMATION PROFESSIONNELLE

La rentrée de février 2025, un tournant vers le zéro papier

La rentrée de la formation professionnelle, prévue pour le 23 février 2025, marque un tournant majeur dans l'histoire du secteur. Cette deuxième session de l'année sera le théâtre d'une transition complète vers la numérisation des inscriptions. En effet, pour cette rentrée, toutes les inscriptions se feront exclusivement en ligne via la plateforme « www.takwin.dz », une initiative qui s'inscrit pleinement dans l'objectif ambitieux du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels : atteindre le zéro papier, a fait savoir Seddik Koudil, directeur de l'organisation et du suivi de la formation au ministère.

Par M.A.

Ce changement, salué comme un progrès significatif, répond à une stratégie globale de modernisation du secteur. À ce jour, plus de 315 000 candidats se sont déjà inscrits. Lors de son intervention dans l'émission « L'invité du jour » sur la Chaîne 3 de la radio nationale, M. Koudil a souligné que « l'objectif zéro papier a été atteint grâce à la collaboration active entre plusieurs acteurs clés, notamment le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le ministère de l'Éducation nationale, et la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) ». Selon lui, cette transformation permet non seulement de simplifier les démarches administratives, mais aussi d'améliorer l'accessibilité et l'efficacité du système, garantissant ainsi que chaque candidat puisse s'inscrire de manière rapide, sécurisée et sans déplacement. Cependant, cette numérisation va bien au-delà d'un simple changement technique. Elle fait partie d'une stratégie plus

vaste visant à moderniser et rationaliser l'ensemble du secteur de la formation professionnelle. « Nous ne nous contentons pas de digitaliser les inscriptions », a ajouté M. Koudil. « Nous mettons en place de nouvelles plateformes qui favoriseront la synergie entre les établissements de formation, les besoins spécifiques des entreprises et les exigences du marché du travail ». Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des recommandations des assises nationales sur la digitalisation, récemment organisées. Par ailleurs, l'une des priorités de cette rentrée est la diversification de l'offre de formation. En 2025, ce ne sont pas moins de 406 spécialités qui seront proposées, couvrant des secteurs innovants et stratégiques, tels que l'aéronautique, l'agriculture spécialisée (avec des formations sur la culture du safran, par exemple), et le secteur pharmaceutique. Cette diversification est essentielle pour répondre aux besoins émergents de l'économie et des employeurs. Comme l'a précisé M. Koudil : « Nous avons observé une demande croissante pour certaines

formations spécialisées, notamment dans l'aéronautique. Des métiers comme ceux d'aide-mécanicien ou bagagiste sont désormais de plus en plus recherchés, tout comme les formations en agriculture, notamment pour des cultures spécifiques comme le safran ». Dans ce même esprit, le directeur a insisté sur l'importance d'adapter l'offre de formation aux besoins réels des entreprises et du marché du travail. « Nous collaborons étroitement avec l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) pour orienter les demandeurs de formation vers des métiers en adéquation avec les besoins actuels du secteur », a-t-il expliqué. L'objectif est de mieux aligner la formation professionnelle avec les métiers de demain, en tenant compte des évolutions rapides du marché du travail. Outre cette adaptation aux exigences économiques, le ministère met également un accent particulier sur l'entrepreneuriat. « Nous savons que la formation ne se limite pas à préparer les jeunes à intégrer le marché du travail », a ajouté M. Koudil. « Il est tout aussi important de les accompagner dans leurs

projets entrepreneuriaux. C'est pourquoi nous avons mis en place des Centres de Développement de l'Entrepreneuriat (CDE) au sein de nos instituts spécialisés ». À ce jour, 29 CDE ont été ouverts, avec pour objectif ambitieux d'atteindre 188 centres à l'échelle nationale. L'idée est de favoriser la création d'entreprises et de micro-entreprises parmi les diplômés de la formation professionnelle. Enfin, le responsable a conclu en soulignant que cette rentrée de février 2025 représente un modèle de transformation numérique et économique. « Le pari du zéro papier va bien au-delà d'un simple symbole de modernité. Il incarne une volonté de répondre aux défis du XXI^e siècle en adaptant le secteur de la formation professionnelle aux nouvelles réalités technologiques et économiques », a-t-il affirmé. La numérisation complète des inscriptions n'est qu'une première étape dans une série de réformes destinées à moderniser le secteur, à mieux préparer les jeunes aux métiers de demain et à encourager l'innovation dans la création d'entreprises.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

Une Stratégie innovante à trois volets

Par M.A.

L'Algérie, acteur clé du secteur énergétique mondial, poursuit une ambitieuse stratégie de modernisation de ses infrastructures énergétiques. Ce processus repose sur une approche équilibrée, combinant à la fois les ressources fossiles traditionnelles et les énergies renouvelables. L'objectif est double : satisfaire les besoins énergétiques actuels et futurs du pays, tout en répondant aux enjeux globaux de la transition énergétique vers des sources d'énergie plus propres et moins polluantes. La plateforme spécialisée « Attaqa.net » met en lumière la diversité des projets énergétiques en Algérie, un modèle unique alliant harmonieusement énergies fossiles, renouvelables et propres. Cette approche novatrice repose sur des investissements substantiels visant à renforcer la production domestique tout en boostant les exportations. La stratégie énergétique de l'Algérie se déploie autour de trois axes majeurs : l'exploitation du pétrole et du gaz, le développement des énergies renouvelables, et l'expansion du secteur de l'hydrogène. Chacun de ces secteurs fait l'objet de projets d'envergure, mettant ainsi les bases d'un avenir énergé-

tique durable. L'Algérie demeure un acteur incontournable dans la production de pétrole et de gaz, des secteurs qu'elle entend renforcer pour répondre à la demande intérieure et accroître ses exportations. À cet effet, la compagnie pétrolière nationale Sonatrach a prévu un investissement de près de 50 milliards de dollars dans les hydrocarbures pour les quatre prochaines années, dont 71 % seront alloués à l'exploration et à la production. En parallèle, six blocs pétroliers ont été ouverts à la concurrence, dans le but d'attirer des investissements tant nationaux qu'internationaux. Grâce à ses vastes réserves de gaz, estimées à 159 trillions de pieds cubes, l'Algérie bénéficie d'un potentiel significatif pour augmenter ses exportations, en particulier vers l'Europe via des infrastructures comme le pipeline Medgaz vers l'Espagne et le gazoduc sous-marin vers l'Italie. Dans cette optique, Sonatrach a signé des partenariats stratégiques avec des géants internationaux tels qu'Eni, Equinor et TotalEnergies pour développer de nouvelles ressources gazières. Simultanément, l'Algérie a mis en place un plan ambitieux pour le déve-

loppement des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire. En 2030, le pays prévoit d'ajouter 22 GW d'énergies renouvelables à son mix énergétique, et vise à atteindre 30 % de part d'énergies renouvelables d'ici 2035, soit environ 15 GW. Ces objectifs font partie d'un programme national visant à diversifier les sources d'énergie et réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Avec une exposition solaire exceptionnelle, l'Algérie est bien positionnée pour devenir un site privilégié pour l'installation de parcs solaires à grande échelle. Le développement de ces énergies propres viendra renforcer la production d'électricité domestique tout en soutenant la transition énergétique à l'échelle régionale et mondiale. Le secteur de l'hydrogène représente un axe stratégique majeur pour l'avenir énergétique de l'Algérie. Grâce à ses ressources naturelles abondantes, le pays ambitionne de devenir un acteur incontournable dans le développement de l'hydrogène, en particulier l'hydrogène vert. Récemment, des accords ont été signés entre Sonatrach, Sonelgaz et plusieurs entreprises européennes, afin de positionner l'Algérie comme un fournisseur clé pour la demande croissante d'hydrogène bas carbone

en Europe. Un des projets phares de cette stratégie est le SouthH2 Corridor, un projet d'infrastructure destiné à transporter l'hydrogène vers l'Europe via des réseaux gaziers existants. Ce corridor, qui reliera l'Algérie à plusieurs pays européens tels que l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche, pourrait permettre à l'Algérie de répondre à 10 % de la demande européenne en hydrogène vert d'ici 2040. Ce projet, long de 3 300 kilomètres, illustre l'engagement du pays à diversifier ses exportations énergétiques et à participer à un avenir plus durable. L'Algérie, en misant sur une diversification intelligente de ses ressources énergétiques, s'impose progressivement comme un modèle d'adaptation aux défis énergétiques du XXI^e siècle. L'équilibre entre l'exploitation des hydrocarbures, le développement des énergies renouvelables et l'expansion de l'hydrogène témoigne de la volonté du pays de rester compétitif dans un monde en pleine transition énergétique. En attirant des investissements étrangers et en nouant des partenariats internationaux, l'Algérie entend non seulement répondre aux besoins domestiques, mais aussi s'imposer comme un fournisseur de ressources énergétiques durables pour le marché européen et au-delà.

SÉTIF

Une vingtaine d'exposants au salon national du miel et des produits de la ruche

Un salon national du miel et des produits de la ruche s'est ouvert samedi après-midi à la place publique mitoyenne à la poste centrale de la ville de Sétif avec la participation d'une vingtaine d'exposants de plusieurs wilayas du pays. En marge de l'ouverture de cet événement économique, le vice-président de l'association d'apiculture "Manahil Tell", Salah Setar, a indiqué que ce salon est le 16ème du genre organisé depuis le début de la saison 2024-2025 par l'association en coordination avec les assemblées populaires communales (APC) dans plusieurs wilayas.

La manifestation d'une semaine qui réunit 20 apiculteurs de nombre de wilayas du pays dont Blida, Tipaza, Constantine, Médéa, Boumerdès et Sétif a pour objectif de commercialiser les produits de la ruche et encourager la consommation du miel aux multiples vertus bénéfiques pour la santé (antibactérien, anti-inflammatoire et antioxydant) outre la formation des apiculteurs débutants au contact de leurs pairs et des professionnels du domaine, a ajouté la même source.

Le salon a enregistré à son premier jour un engouement des citoyens pour les divers types de miel et leurs dérivés proposés à des prix compétitifs, notamment le miel du jujubier de Palestine, le miel de l'eucalyptus, le miel de montagne et le miel de fleurs diverses.

ORAN

Un nouveau centre d'enfouissement technique à l'ouest de la wilaya

Le wali d'Oran Samir Chibani a annoncé récemment lors de sa dernière visite au pôle urbain Ahmed zabana à Misserghine qu'une ancienne carrière sera aménagée en centre d'enfouissement des déchets inertes pour la collecte des quantités énormes de déblais et de déchets issus de la construction observée dans le pôle.

Des travaux d'aménagement et d'orientation de tous les camions transportant des déchets solides ont été réalisés par l'Epic CET d'Oran vers le nouveau centre d'enfouissement technique.

Cette carrière présentait également un grand danger pour les habitants. L'Epic CET d'Oran veille à une gestion optimale de ce site. L'objectif est de l'exploiter de manière efficace et de contribuer activement à l'éradication des décharges sauvages afin de transformer ce centre en un espace organisé et encadré, au service des habitants et de l'intérêt général de la wilaya. L'établissement a renouvelé également son appel à tous les opérateurs, qu'ils soient publics ou privés, œuvrant dans le domaine de la collecte des déchets inertes, à se rendre vers ce centre pour y déposer leurs déchets.

MOSTAGANEM

Un programme d'urgence pour renforcer l'AEP

La wilaya de Mostaganem a mis en place un programme d'urgence pour renforcer l'approvisionnement en eau potable (AEP), durant le mois de Ramadhan, a-t-on appris, auprès des Services de la wilaya.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé, une réunion du conseil exécutif consacrée aux mesures relatives au mois de Ramadhan, dont celles concernant l'approvisionnement régulier en eau potable de la population, a-t-on indiqué.

Dans cette optique, trois stations de pompage, situées dans la partie Est de la wilaya (10 communes), ont été réhabilitées et sont actuellement en phase d'essai pour augmenter la capacité de production quotidienne destinée aux daïras de Achâacha et Sidi Lakhdar, avec un apport supplémentaire de 6.000 mètres cubes d'eau dessalée, a fait savoir la même source.

Par ailleurs, dans le cadre du programme sectoriel, neuf nouveaux puits artésiens ont été mis en service dans les localités de Ouled Senoussi (commune de Fornaka), Beni Yahia (commune d'El-Hassiane), El-Merdja et El-Mekhatria (commune de Bouguirat), Mekahlia et El Moualid (commune de Saf-Saf), ainsi que dans le quartier Si-Noureddine (commune de Aïn-Nouissy), en plus de cinq autres villages dans la commune de Mansoura, a fait savoir la même source. Les services de la wilaya de Mostaganem



comptent également sur l'entrée en exploitation de 13 autres projets, dans les prochains jours, la plupart d'entre eux visant à renforcer les réseaux de distribution, réhabiliter et entretenir les canalisations pour améliorer l'approvisionnement, notamment dans les communes de Souafia, Sidi-Lakhdar, Aïn Tedles, Kheireddine, Achâacha, Bouguirat, Taz-

gait, Hassi-Mameche, Oued El-Kheir et Mansoura, a-t-on ajouté.

La wilaya de Mostaganem a également puisé de son budget pour acquérir 14 pompes au profit de l'unité régionale de l'entreprise « L'Algérienne des Eaux », afin de garantir un service continu et d'éviter les pannes et les interruptions d'approvisionnement dans les prochains mois.

Il convient de rappeler que la wilaya de Mostaganem a bénéficié, dans le cadre des programmes communaux de développement (PCD) aux titres des années 2023 et 2024, de plusieurs projets ayant permis la réalisation de sept nouveaux puits artésiens dans sept villages du plateau de Mostaganem et de la plaine occidentale, parallèlement à la réhabilitation de six autres puits à Kheireddine, Aïn Sidi-Cherif, El-Hassiane, Bouguirat et Saf-Saf. Selon les services de la wilaya, 27 communes sur 32 seront approvisionnées quotidiennement pendant 11 heures, tandis que deux communes recevront de l'eau tous les deux jours et trois autres tous les trois jours, avec une amélioration de la plage horaire de distribution du précieux liquide dans les zones rurales, a-t-on détaillé.

SIDI BEL ABBÉS

Ouverture de 16 marchés de proximité à l'occasion du Ramadhan

La direction du commerce et de la promotion des exportations de Sidi bel Abbés annonce l'ouverture prochaine de seize marchés de proximité à l'occasion du mois sacré du Ramadhan.

Le nombre a été revu à la hausse par la direction au lieu de cinq marchés annoncés auparavant. Ces 16 marchés dits 'Rahma' seront installés comme suit : deux au chef lieu à SBA et quatorze autres au niveau des daïras de la wilaya

à savoir à Sidi Lahcen, Sidi Ali Boussidi, Télagh, Ben Badis, Ras El Ma, Aïn El Berd, Sfisef, Mostefa Ben Brahim, Tessala, Moulay Slissen, Aïn El Berd, Tenira, Sidi Ali Benyoub et Merine. Ces marchés offriront des produits alimentaires à des prix raisonnables et peuvent même être proposés aux prix de gros pour les consommateurs. Dans le cadre des préparatifs du mois sacré, la direction du commerce va réquisitionner 62 brigades de contrôle réparties

en deux sections, 26 brigades qui se chargeront du contrôle de la qualité et la répression contre les triches, et les 36 autres brigades chargées du contrôle des pratiques commerciales. Entre-temps, la DCP de SBA contrôle la disponibilité des produits de large consommation à travers les espaces commerciaux tels le café, l'huile de table et le sucre. A rappeler qu'au niveau de la wilaya de Sidi Bel Abbés, le recensement

de la production nationale suit son cours et concerne plus de 1.657 opérateurs économiques. Un recensement des entreprises dans le domaine de la production industrielle et alimentaire à travers le territoire de la wilaya qui a commencé le 27 du mois de janvier dernier et qui dure 21 jours. À cet effet, la direction a réquisitionné 56 de ses agents afin de recenser tous les producteurs locaux y compris les activités des services.

OUM EL BOUAGHI

Journée de sensibilisation sur le diabète et le jeûne

Les participants à une journée de sensibilisation sur le thème « Le diabète et le Ramadan », organisée à Oum El Bouaghi, ont évoqué la nécessaire hygiène de vie pour le diabétique durant le mois du jeûne. Intervenant durant la rencontre tenue à l'annexe de médecine de l'université Larbi Ben M'hidi, Amina Bougrina, spécialiste en pédiatrie et diabète à l'hôpital d'El Mansoura de Constantine, a indiqué que les diabétiques, notamment les adolescents sont invités durant le Ramadan à suivre les conseils donnés par leurs médecins.

Elle a ainsi recommandé aux jeunes jeûneurs, notamment ceux atteints du diabète de type 1 de contrôler régulièrement leur glycémie durant le jeûne et après la rupture du jeûne, d'éviter le surmenage et de boire beaucoup d'eau après le f'tour. La même spécialiste a exhorté les parents à accorder davantage d'intérêt à la santé psychologique de leurs enfants diabétiques qui jeûneront en plus de la surveillance de leur mode d'alimentation et la régularité de leur prise de médicaments. De son côté, Samia Messaâd, endocrinologue et diabétologue, a mis l'accent

sur l'importance du bilan sanitaire du diabétique avant le Ramadan dont dépend la décision de l'autoriser ou pas à jeûner et de son suivi durant le jeûne. Elle a également relevé que les risques liés au jeûne sont élevés pour la femme enceinte diabétique et son bébé d'où la nécessité d'un suivi étroit par un diabétologue en coordination avec un gynécologue. Cette journée a été organisée par l'annexe de médecine de l'université Larbi Ben M'hidi en coordination avec des laboratoires privés et en présence d'étudiants et d'enseignants en médecine

CHUTE LIBRE DE NVIDIA

Ce que l’histoire de la Bourse nous apprend

L'entrée soudaine dans l'arène du chinois DeepSeek a jeté le trouble dans le petit monde de l'intelligence artificielle et fait plonger les vedettes américaines du secteur, selon un scénario déjà vu maintes fois.

Par Gérard Horny (*)

Un robot conversationnel chasse l'autre: ChatGPT d'OpenAI a fait la fortune du concepteur de processeurs Nvidia, DeepSeek l'a fait chuter.

Nvidia n'est pas la seule entreprise de la haute technologique américaine à avoir connu une envolée spectaculaire puis une chute brutale, mais son histoire est la plus folle de toutes celles qu'a connues la Bourse américaine au cours des dernières années, et la plus représentative des tendances actuelles.

Nvidia a été fondée en 1993 en Californie par un ingénieur en génie électrique originaire de Taïwan, Jensen Huang, avec deux amis et 40.000 dollars. L'entreprise se développe rapidement: elle se fait enregistrer en 1998 dans le Delaware, connu pour la douceur de sa fiscalité, et se fait coter sur le Nasdaq le 22 janvier 1999 avec un cours d'introduction de 12 dollars. Sa spécialité est la conception de microprocesseurs, dont elle confie ensuite la fabrication à des entreprises de Taïwan comme Foxconn ou TSCM. Elle se fait notamment connaître pour ses cartes graphiques développées pour les jeux vidéo. Problème: après le boom de la période de confinement, ceux-ci ont connu une phase de repli. De novembre 2021 à septembre 2022, Nvidia a perdu plus de la moitié de sa valeur en Bourse.

Divine surprise

C'est alors qu'est arrivée la divine surprise, avec le succès foudroyant de ChatGPT et la multiplication des sommes dépensées par les grandes entreprises californiennes dans la course au développement de l'intelligence artificielle générative. Or, en ce domaine, les nouvelles cartes graphiques de Nvidia font merveille: tout le monde en veut et attend avec impatience chacune des nouveautés de la firme. En mai 2023, Nvidia passe le cap des 1.000 milliards de dollars en Bourse (pour mémoire, rappelons qu'à ce jour les deux premières firmes cotées européennes, la Danoise Novo Nordisk et la Française LVMH, ont une capitalisation boursière qui évolue entre 365 et 375 milliards de dollars). En février 2024, elle passe le cap des 2.000 milliards et, en juin, celui des 3.000 milliards. Elle devient alors la première capitalisation boursière mondiale, devant Apple et Microsoft. L'avenir paraît dégagé. Donald Trump, réconcilié avec les grandes firmes californiennes et les nouvelles technologies (s'il aime toujours le pétrole et le gaz, elle est loin l'époque de son premier mandat où il accordait la priorité à la «vieille» économie et au charbon!), annonce le 21 janvier dernier le lancement de Stargate, un projet d'intelligence artificielle prévoyant des investissements de 500 milliards de dollars sur quatre ans, avec des entreprises



comme Oracle, SoftBank et OpenAI. Pour Nvidia, c'est la promesse d'un avenir éblouissant.

Et DeepSeek arriva

C'est alors que le monde, stupéfait, entend parler du Chinois Liang Wenfeng et de son entreprise DeepSeek. Cette dernière a mis au point R1, un modèle d'intelligence artificielle capable de rivaliser avec le plus puissant des modèles d'OpenAI. Tout cela, avec des puces qui ne seraient pas de dernière génération (la Chine n'y a pas accès) et avec un investissement qui serait seulement de l'ordre d'une dizaine de millions de dollars. Ces informations sont à prendre avec des pincettes: il reste à étudier de façon approfondie les capacités réelles du modèle chinois et à vérifier que les dépenses effectuées pour arriver à ce résultat sont bien celles qui ont été annoncées. En tout cas, c'est un coup dur pour toutes les entreprises américaines, censées être à la pointe des recherches en matière d'intelligence artificielle, et plus encore pour celles qui leur fournissent des processeurs réputés jusque-là indispensables. En une seule journée, le 27 janvier, le cours de Nvidia recule de 17%. Des chutes de cette importance exprimée en pourcentage ne constituent pas un événement: on en voit presque tous les jours de beaucoup plus spectaculaires. Mais, dans ce cas précis, c'est gigantesque: ces 17% représentent 589 milliards de dollars. Une telle perte en une seule journée pour une seule valeur boursière, cela ne s'était jamais vu. Si l'on y ajoutait la baisse de toutes les actions de sociétés cotées occidentales exerçant une activité dans ce secteur (concepteurs de puces et de machines servant à les fabriquer, fournisseurs de matériel pour les centres de données, etc.),

il faudrait encore ajouter à ce chiffre quelques dizaines de milliards de dollars.

Comment se forment les fortunes aujourd'hui

Rassurons tout de même les âmes sensibles qui seraient prêtes à s'inquiéter du sort du patron de Nvidia et des investisseurs qui l'ont accompagné dès le départ. Certes, leur fortune a fait un petit bond en arrière, mais leur malheur est très relatif. Il faut se rappeler qu'en 2023, l'action Nvidia a été divisée par 10. À ce moment-là, elle avait dépassé le cours de 1.000 dollars, ce qui est très mauvais pour la liquidité des transactions: pour les petits investisseurs, des actions qui atteignent ce prix deviennent inaccessibles. Il a donc été décidé de remplacer chacune de ces actions par dix actions nouvelles, valant autour de 100 dollars. Ce n'était pas la première fois qu'une telle décision devait être prise pour faire face à la montée du cours. Le titre avait déjà fait l'objet de cinq divisions auparavant. Au total, celui qui détenait au départ une action en détient aujourd'hui 480. Avec un cours qui s'établissait à 120 dollars fin janvier, donc après les remous provoqués par DeepSeek, celui qui avait déboursé 12 dollars par action en 1999 a fait une bonne affaire (s'il a gardé ses titres), avec un patrimoine multiplié par 4.800... Et voilà comment se forment les fortunes dans la haute technologie aujourd'hui. La suite de l'histoire reste à écrire. Il se peut que Nvidia traverse ces événements sans trop de dégâts. Il se peut aussi que sa place soit prise par d'autres de ses concurrents comme Broadcom, qui a aussi fait une percée fulgurante au cours de ces dernières années et vaut actuellement plus de 1.000 milliards de dollars en Bourse. En tout cas, la folle hausse de Nvidia semble devoir être freinée, voire durablement in-

terrompue (malgré son recul, l'entreprise valait encore 2.940 milliards de dollars le 31 janvier!). Et ce ne serait pas une mauvaise chose. Après deux années exceptionnelles, le marché boursier américain atteint des niveaux très élevés. Déjà, au cours de ces deux années, on a vu les investisseurs s'interroger et faire reculer les cours chaque fois qu'une société très bien, voire trop bien valorisée publiait des chiffres qui n'étaient pas à la hauteur des attentes.

Le parcours chaotique de Tesla

Le cas le plus emblématique est celui de Tesla, dont le parcours est pour le moins chaotique, avec des hauts à l'automne 2021, puis une perte de plus des deux tiers de sa valeur jusqu'en décembre 2022, une remontée en juin 2023, un nouveau point bas en mars 2024 et enfin une envolée dans le sillage de la montée vers le pouvoir de Donald Trump avec un point haut à la fin de l'année. Tesla arrive aujourd'hui au huitième rang mondial des capitalisations boursières à 1.300 milliards de dollars, un chiffre qui paraît nettement excessif compte tenu de la place occupée sur le marché par ce constructeur qui a vendu 1,79 million de voitures l'an dernier, soit un recul de 1% par rapport à 2023, quand le leader mondial Toyota, avec 10,8 millions de voitures vendues en 2024, arrive péniblement à 260 milliards de dollars. Certains diront que Tesla, c'est l'avenir. C'est peut-être vrai, mais c'est un pari sur l'avenir qui se paie très cher!

(*)Journaliste, spécialiste des questions économiques et financières. Auteur de *La Bourse pour les nuls* (First Editions) et du roman historique *Et Louis XIV éteignit les Lumières* (Le Cherche-Midi).

ÉGYPTE

2 nouveaux projets textiles annoncés pour doper les recettes d’exportation

L’Égypte est l’un des principaux fabricants et exportateurs de vêtements en Afrique avec une industrie textile en pleine croissance. Le pays attire de plus en plus de projets d’investissement orientés vers l’exportation. En Égypte, l’Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone) a signé, le mercredi 12 février, des accords pour la réalisation de 2 projets textiles mobilisant un investissement cumulé de 3 millions \$ dans la zone industrielle de Sokhna. Selon Walid Gamal El-Din, président de la SCZone, ces deux réalisations occuperont une superficie de 0,35 hectare. Les informations relayées par le quotidien local Egypttoday, soulignent que le premier projet d’un coût total de 2 millions \$, baptisé « Velvet », porte sur la construction d’une usine dédiée à la production de tapis de prière, de tissus en velours et de textiles tissés, avec des projections de 6 millions \$ d’exportations d’ici la fin de l’année 2025. Le deuxième projet baptisé « Legend », prévoit l’installation d’une usine spécialisée dans le tricotage et l’impression de textiles avec des projections de 4 millions \$ d’exportations en 2025. Au total, ces deux projets industriels devraient contribuer à augmenter les recettes d’exportation de l’industrie textile égyptienne de 10 millions \$ cette année. Ces nouveaux investissements s’alignent sur les ambitions de croissance du secteur textile et habillement à l’export. Dans le pays, le Conseil des exportations de vêtements prêts-à-porter a par exemple dévoilé en janvier dernier son ambition d’augmenter ses recettes d’exportations de 16 % pour atteindre 3,3 milliards \$ en 2025.

MAURITANIE

Des efforts réels pour lutter contre la contrebande

La propagation des médicaments contrefaits et falsifiés demeure une réelle préoccupation pour les gouvernements successifs, en raison de leurs graves atteintes à la santé et à la sécurité des citoyens, et de leur impact négatif sur l’économie nationale, ce qui nécessite une volonté réelle de les combattre en vue de les éliminer complètement.

Le programme d’action du gouvernement pour l’année 2025, qui a récemment été présenté par, le Premier ministre, M. Moctar Ould Djay, devant le Parlement, montre un nouveau changement radical dans la lutte contre ce phénomène. C’est ainsi qu’une nouvelle feuille de route a été annoncée avec l’exigence d’un certificat d’origine pour tout médicament avant qu’il entre dans le pays, garantissant les conditions de préservation et de transport des médicaments de l’usine vers le port ou l’aéroport, puis à l’entrepôt, à la pharmacie ou à l’entrepôt, exigeant que chaque médicament importé ait un numéro de série qui permet de le suivre et la création d’une plate-forme et d’une application informatique permettant à tous les concernés (inspecteurs, médecins, citoyens) de s’assurer de la source et de la qualité du produit. De nouvelles mesures garantissant le transport des médicaments dans de bonnes conditions, et améliorant les capacités des organismes de contrôle et d’inspection ont été introduites et des lois dissuasives pour punir les gangs de contrefaçon et de contrebande. Le secteur de la santé, en coopération avec ses partenaires gouvernementaux, dont la Direction générale des douanes, a commencé à mettre en œuvre cette feuille de route, qui a permis en peu de temps de découvrir, de confisquer et de détruire de grandes quantités de médicaments contrefaits et falsifiés. Les médicaments confisqués comprenaient

des médicaments contre l’hypertension, des antibiotiques, des anticoagulants et d’autres substances telles que des produits de blanchiment de la peau, dont certains ne sont pas du tout classés comme des médicaments. Le conseiller média du ministère de la Santé, M. Ahmedou Bedaha, a expliqué à l’Agence de mauritanienne d’information que dans le cadre de la politique générale du gouvernement visant à assurer la fourniture de médicaments de qualité aux citoyens, et à renforcer le contrôle sur le secteur pharmaceutique, le ministère de la Santé, sous les directives de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, et sur instructions du Premier ministre, M. Moctar Ould Djay, a poursuivi ses efforts pour lutter contre la contrebande de médicaments contrefaits et contrôler l’importation des médicaments conformément aux normes strictes imposées par le gouvernement. Il a expliqué que ces efforts, qui ont été supervisés et suivis par le ministre de la Santé, M. Abdallahi Sidi Mohamed Ouedih, ont permis la saisie de plusieurs cargaisons de médicaments illicites au cours de la période récente, dont la dernière à l’aéroport international de Nouakchott “Oum Tounsî”, en plus d’une autre cargaison qui a été saisie à l’un des postes frontaliers de la circonscription de Sélibabi dans le Guidimagha, en étroite coopération avec la Direction générale des douanes, notant que ces opérations s’inscrivent dans le cadre de la mise en œu-

vre stricte des procédures qui interdisent l’importation de tout médicament sans autorisation préalable, et empêchent l’entrée de produits pharmaceutiques qui ne répondent pas aux normes requises. Il a indiqué que le ministère œuvre parallèlement, en coopération avec ses partenaires institutionnels, pour renforcer le contrôle du processus de transport des médicaments, après qu’une cargaison de médicaments ait été récemment saisie alors qu’elle était transportée dans un bus non réfrigéré vers les wilayas de l’intérieur, en violation flagrante des normes sanitaires, ce qui a nécessité son retour à Nouakchott pour destruction. Il a souligné que toutes les personnes arrêtées lors de ces opérations ont été déferées à la justice, où elles seront poursuivies conformément aux procédures légales adoptées dans de tels cas, afin de garantir l’application de sanctions dissuasives contre les personnes impliquées dans la contrebande et la distribution de drogues illégales, pour protéger la santé publique et dissuader toute tentative similaire à l’avenir. Le conseiller aux médias du ministère de la Santé a remercié, au nom du ministère, la Direction générale des douanes et toutes les agences de sécurité et de régulation pour leurs efforts dans le contrôle des violations et la lutte contre les opérations de contrebande de drogue et de produits psychotropes, appelant tous les citoyens à signaler toute activité suspecte dans ce domaine, afin de préserver leur santé et la sécurité de la société dans son ensemble.

POUR RENFORCER LES INDUSTRIES LOCALES

Le PIF d’Arabie saoudite offre des opportunités d’investissement de 10,67 milliards de dollars

Le Fonds d’investissement public de l’Arabie saoudite offre des opportunités d’investissement d’une valeur de 40 milliards de riyals saoudiens (10,67 milliards de dollars) par le biais de sa plate-forme du secteur privé afin de renforcer les industries locales, les chaînes d’approvisionnement et la croissance des entreprises, a déclaré son gouverneur. S’exprimant lors du troisième forum du secteur privé du PIF à Riyad, Yasir al-Rumayyan a souligné que le fonds souverain du Royaume et les entreprises de son portefeuille ont investi environ 400 milliards de RS dans le contenu local entre 2020 et 2023, avec le soutien du programme MUSA-HAMA de développement du contenu local. Avec des actifs dépassant les 700 milliards de dollars, le PIF joue un rôle central dans la diversification économique de l’Arabie saoudite dans le cadre de la Vision 2030. M. al-Rumayyan a souligné que la croissance durable est le fruit de réformes réglementaires et d’efforts de diversification économique, le PIF jouant un rôle clé à cet égard.

Le gouverneur du fonds a déclaré que les partenariats avec les entreprises privées restent essentiels à la stratégie du PIF, alors que l’Arabie saoudite poursuit ses réformes réglementaires pour favoriser la croissance économique à long terme. Selon M. al-Rumayyan, les efforts du fonds ont permis d’augmenter de manière significative la contribution du contenu local, faisant passer sa part de 47% à 53% dans l’ensemble du PIF et de ses filiales. Lors de son discours d’ouverture, Jerry Todd, chef de la division du développement national au PIF, s’est adressé aux 10 000 participants du secteur privé, soulignant que le forum est conçu pour fournir des informations essentielles et un accès à trois domaines d’opportunités majeurs. "Pour les fournisseurs, il y a 100 entreprises du portefeuille du PIF à côté dans le hall principal, prêtes à discuter de leurs priorités en matière d’approvisionnement et à vous montrer comment vous pouvez vous inscrire et vous qualifier en tant que fournisseur", a déclaré M. Todd. « Pour les développeurs de la chaîne d’ap-

provisionnement, nous aurons des sessions dédiées à l’automobile, au transport et à la logistique, et pour les investisseurs, 14 entreprises du portefeuille du FIP partageront des opportunités au cours des deux prochains jours », a-t-il ajouté. M. Todd a également fait le point sur deux initiatives récemment lancées dans le but d’encourager les talents saoudiens. « La première, mentionnée par le gouverneur, est notre programme de fabrication accélérée. Treize petites et moyennes entreprises ont été sélectionnées parmi 350 candidats pour un programme intensif de six mois qui a débuté en septembre dernier », a-t-il déclaré. « Elles obtiendront leur diplôme demain et ont déjà conclu 12 accords commerciaux et deux accords de développement de produits avec des entreprises du portefeuille du PIF. Sept protocoles d’accord avec le secteur privé seront signés au cours des deux prochains jours, et ils ont accédé à sept nouveaux marchés d’exportation », a-t-il expliqué.

BURKINA FASO

Les députés adoptent un nouveau cadre réglementaire de la microfinance

Réunis en séance plénière, les députés ont examiné et adopté un projet de loi ambitieux pour transformer la microfinance au Burkina Faso. Cette nouvelle réglementation introduit des réformes clés, visant à dynamiser le secteur.

J eudi 13 février 2025, à Ouagadougou, les députés de l'Assemblée législative de Transition (ALT) ont adopté à l'unanimité le nouveau projet de loi sur la réglementation de la microfinance au Burkina Faso. Ce vote marque une avancée décisive vers une plus grande inclusion financière et une résilience économique renforcée.

Innovations du secteur de la microfinance

Le projet de loi introduit une série d'innovations majeures. Elles portent notamment sur le renforcement de la gouvernance et la supervision des établissements de microfinance. La réforme exige des compétences spécifiques aux dirigeants de ces entreprises, l'interdiction de cumul de certaines fonctions et l'incompatibilité avec des mandats ministériels ou électifs. Par ailleurs, les rôles de l'autorité de tutelle sont clarifiés. La supervision des institutions reste assurée par le ministre chargé des Finances et la Commission bancaire.

Le projet de loi instaure également un capital social minimum pour les structures de microfinance, et rationalise leurs formes juridiques pour ne retenir que la société coopérative et la société anonyme, avec un conseil d'administration obligatoire. Outre la collecte de dépôts et les opérations de prêt, la loi ouvre la voie à la finance islamique, aux services de paiement, à l'émission de monnaie électronique, au crédit-bail et à l'affacturage.

Renommée « Loi uniforme portant réglementation de la microfinance dans l'UMOA », cette réforme vise à harmoniser les pratiques au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, éliminant les confusions avec la finance décentralisée et facilitant l'intégration régionale.

Impact sur l'inclusion financière

En corrigeant les faiblesses du secteur, cette loi renforcera la solidité des institutions de microfinance et améliorera

leur contribution à l'inclusion financière. Elle est conçue pour optimiser la mobilisation de l'épargne et soutenir efficacement les projets économiques du Burkina Faso. Le ministre de l'Economie et des Finances, Aboubakar Nacanabo, a souligné l'importance de cette réforme : « la mise en œuvre de ces innovations dotera le Burkina Faso d'un secteur de la microfinance capable de relever les défis de résilience, d'inclusion financière et de financement de l'économie ». Ce projet de loi s'inscrit dans une série de mesures stratégiques adoptées en octobre 2024, lors d'un Conseil des ministres présidé par le président Ibrahim Traoré. Le conseil avait notamment examiné un projet de loi portant réglementation de la microfinance au Burkina Faso. Avec 47 systèmes financiers décentralisés recensés au 30 septembre 2024, le pays s'engage résolument dans une transformation de son secteur de la microfinance, ouvrant la voie à une nouvelle ère de stabilité et de croissance économique.

POUR ALLÉGER LES REMBOURSEMENTS EN 2025 L'Etat ivoirien veut rééchelonner sa dette

A vec cette manœuvre, la Côte d'Ivoire espère gagner du temps et alléger son calendrier de remboursement, tout en maintenant la confiance des marchés. L'Etat ivoirien a annoncé, une offre publique d'échange sur 30 emprunts obligataires cotés à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Objectif : rééchelonner une partie de sa dette et préserver ses marges de manœuvre budgétaires. En 2024, la Côte d'Ivoire, comme

plusieurs pays de la zone UEMOA, a massivement levé des fonds à travers des bons du Trésor à 12 mois pour faire face à ses besoins immédiats de financement, alors que les conditions financières sont restées difficiles. Une solution de court terme qui a permis d'assurer la liquidité, mais a aussi entraîné une concentration importante des remboursements en 2025.

Avec 5635 milliards FCFA (885 millions \$) à rembourser en 2025, dont plus de 2000 milliards FCFA

uniquement pour les emprunts obligataires et les bons domestiques, la Côte d'Ivoire ajuste sa stratégie de gestion de la dette. Le Trésor ivoirien propose aux investisseurs de convertir leurs obligations arrivant à échéance en 2025 en nouveaux titres d'une maturité de 5 et 7 ans, rémunérés à 5,90% et 6%. L'opération, qui se déroulera du 19 février au 4 mars 2025, concerne une trentaine d'emprunts souverains émis entre 2015 et 2024. Pour l'Etat, il s'agit avant

tout d'éviter un pic de remboursement et d'étaler la charge dans le temps. Si le mécanisme permet de réduire la pression immédiate sur les finances publiques, il pourrait rencontrer moins d'appétit chez certains investisseurs. Certains titres avaient été émis à des taux plus élevés, jusqu'à 6,25%, ce qui rend l'échange moins attrayant pour les porteurs actuels. D'autres, à 5,75%, pourraient en revanche y voir une opportunité.

POUR RENFORCER LA DESSERTE ÉLECTRIQUE DANS L'OUEST Kenya Power investit 7,74 millions \$

C et investissement pour améliorer l'accès à l'électricité dans l'ouest du Kenya est un progrès notable dans le développement de l'infrastructure énergétique du pays, qui vise la couverture énergétique universelle. Kenya Power a annoncé le lundi 10 février un investissement de près de 1 milliard KSh (7,7 millions USD) pour moderniser et étendre les infrastructures électriques dans l'ouest du pays. Ce projet vise à augmenter la fiabilité de l'électricité et à soutenir la croissance économique de la région.

L'investissement concerne 11 comtés, dont Kisumu, Homa Bay, Migori et Kakamega. Il couvre aussi bien la construction de nouvelles lignes électriques que la finalisation de celles en cours, comme Kibos-Miwani-Ahero et Kisian-Luanda, qui amélioreront l'approvisionnement dans Kisumu Sud, Vihiga et Siaya. « Notre objectif est de fournir une électricité adéquate et fiable pour transformer positivement les vies, et de soutenir le commerce et la fabrication qui jouent un rôle crucial dans le développement socio-économique de

notre pays. À cet égard, nous investissons près de 1 milliard de shillings kenyans pour construire des lignes électriques dans la région du Kenya occidental. Nous pensons que ces projets amélioreront considérablement la fiabilité de l'électricité » a déclaré le PDG de Kenya Power, le Dr. Joseph Siror. L'amélioration de l'infrastructure électrique s'inscrit dans le cadre plus large des efforts de l'État kényan pour atteindre un accès universel à l'électricité d'ici 2030. Le Last Mile Connectivity Project par exemple, annoncé en 2024

et financé à hauteur de 27 milliards KSh par l'Union européenne, l'Agence française de développement et la Banque européenne d'investissement, prévoit de connecter 280 000 ménages supplémentaires au réseau national. Un second programme, en partenariat avec la BAD et l'Arabie Saoudite, est également envisagé pour mobiliser 22 milliards KSh et raccorder 270 000 autres foyers. Ces efforts s'inscrivent dans une dynamique qui a déjà permis de porter le taux d'électrification au Kenya de 27% en 2013 à plus de 76% en 2024.

AFRIQUE Croissance économique prévue à 4,1 % en 2025

La croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel africain devrait atteindre 4,1 % durant l'année en cours 2025, et 4,4 % en 2026, selon un rapport de la Banque africaine de développement (BAD), publié en marge de la 38e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba. Selon la dernière édition du rapport de la BAD sur "Les performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique" (MEO), "la croissance moyenne du PIB réel de l'Afrique est estimée à 3,2 % en 2024, soit un peu plus que les 3 % enregistrés en 2023". Le rapport a identifié 24 pays africains qui devraient connaître un taux de croissance de leur PIB supérieur à 5 % en 2025. En outre, l'Afrique reste la deuxième région du monde à connaître la croissance la plus rapide après l'Asie, et 12 des 20 économies à la croissance la plus rapide au monde devraient se trouver sur le continent, souligne encore la BAD. Toutefois, le rapport souligne que malgré cette tendance positive, la croissance économique de l'Afrique reste inférieure au seuil de 7% requis pour une réduction significative de la pauvreté. "Le continent demeure également confronté à des tensions géopolitiques, à des faiblesses structurelles, à des catastrophes climatiques et à des conflits prolongés dans des régions telles que le Sahel et la Corne de l'Afrique", est-il indiqué dans le même rapport. S'agissant de l'inflation, elle devrait diminuer, en passant de 18,6 % en 2024 à 12,6 % en 2025-2026, et ce, "grâce à des politiques monétaires plus strictes", d'après ce rapport publié par la BAD aux premier et quatrième trimestres de chaque année. Les discussions entre experts, qui ont suivi le lancement du rapport, ont souligné l'importance de la mise en œuvre intégrale des initiatives de développement du continent, dont l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Elles ont également porté sur l'accélération de nouvelles initiatives telles que l'Agence africaine de notation de crédit et le Mécanisme africain de stabilité financière.

LES STOCKS DE CÉRÉALES DEVRAIENT DIMINUER EN 2024-2025

On s’attend à un recul des réserves de blé et de maïs

Les dernières estimations concernant la production mondiale de céréales en 2024 ont été légèrement abaissées par rapport au mois dernier et se situent à présent juste en dessous de 2 841 millions de tonnes, soit un recul de 0,6 pour cent en glissement annuel.

La dernière révision à la baisse est principalement due à une réduction sensible des estimations ayant trait à la production de maïs aux États-Unis d'Amérique, où les conditions de stress hygrométrique en fin de campagne ont fait fléchir les rendements au-dessous de ce qui était prévu. Cette baisse a été en partie compensée par la révision à la hausse des estimations de production pour la Chine (continentale) et l'Union européenne. Les prévisions mondiales concernant l'orge et le blé ont également été légèrement réduites, compte tenu des dernières données en provenance de

l'Australie et de l'Union européenne qui indiquent une récolte plus faible que prévu. En ce qui concerne le riz, les évaluations officielles de la production publiées depuis décembre indiquent que la production de riz en Chine, au Mali, au Népal et au Viet Nam devrait être un peu plus importante que ce que prévoyait la FAO, ce qui compense une légère dégradation des estimations de production pour les Philippines et le Sénégal. Ainsi, on estime à présent que, en 2024-2025, la production mondiale de riz devrait atteindre le niveau record de 539,4 millions de tonnes (en équivalent riz usiné), soit une hausse de 0,6 million

de tonnes par rapport aux prévisions de décembre et 0,9 pour cent de plus qu'en 2023-2024. S'agissant des cultures de 2025, la principale période de semis de blé d'hiver dans les pays de l'hémisphère Nord s'est achevée en janvier. Dans l'Union européenne, les premières estimations indiquent une augmentation des semis, principalement de blé tendre, la majeure partie de cette expansion étant à mettre au compte de la France et de l'Allemagne. Les conditions météorologiques ont en général été favorables ces derniers mois et, malgré un temps plus sec que la moyenne prévu en février, les rendements du blé devraient s'améliorer en 2025, après un bas niveau l'année dernière, ce qui confirme la perspective d'un rebond de la production. Au

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la superficie de blé d'hiver devrait croître après les conditions d'ensemencement difficiles qui ont restreint la superficie cultivée l'année dernière. En Fédération de Russie, les conditions météorologiques plutôt défavorables ont contribué à une réduction des emblavures ce qui, si l'on prend également en compte le fait que les températures anormalement élevées pour la saison ont aminci la couverture neigeuse et accru le risque de mortalité hivernale début 2025, pourrait faire légèrement fléchir la production. En Inde, les prix rémunérateurs et les conditions météorologiques restées favorables permettent d'envisager des perspectives de production globalement positives pour la culture de blé de 2025.

ACIER

ArcelorMittal s’attend à une augmentation de la demande en 2025

ArcelorMittal a déclaré jeudi s'attendre à ce que la demande d'acier augmente pour l'exercice 2025, ajoutant que ses dépenses en capital seraient similaires à celles de l'année dernière. Le groupe sidérurgique a par ailleurs fait état d'une hausse de 13% de son Ebitda (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement), qui s'élève à 1,65 milliard de dollars (1,59 milliard d'euros), dépassant de près de 7,8% l'estimation consensuelle de 1,53 milliard de dollars fournie par l'entreprise. La société prévoit d'investir entre 4,5 milliards

de dollars et 5 milliards de dollars cette année, conformément à ses projets pour 2024. Les investissements se concentreraient principalement au Brésil, en Inde et aux États-Unis. ArcelorMittal prévoit une croissance de la demande mondiale d'acier comprise entre 2,5% et 3,5% en 2025, hors Chine, premier consommateur et producteur mondial de ce métal. L'entreprise a aussi déclaré qu'elle prévoyait de construire une nouvelle usine de fabrication avancée à Calvert, en Alabama, afin d'augmenter sa capacité de production d'acier aux États-Unis.

FREINÉE PAR L'INFLATION

La Bourse de New York limite la casse à la clôture

La Bourse de New York a fini globalement en baisse mercredi après l'annonce d'une accélération inattendue de l'inflation aux États-Unis, qui s'est traduite par un raidissement des taux d'emprunt sur les marchés. L'indice Dow Jones (DJIA) s'est éloigné de ses points bas du début de séance pour clôturer en baisse de 0,4%, à 44.368,56 points, et l'indice S&P 500 a cédé 0,3%, à 6.051,97 points. Le Nasdaq Composite, riche en valeurs technologiques, est resté proche de l'équilibre (+0,03%), à 19.649,95 points. La désinflation amorcée depuis 2023 tarde à se confirmer outre-Atlantique, selon les chiffres publiés mercredi par le département du Travail. Les prix à la consommation ont augmenté de 3% en janvier sur un an, alors que les économistes tablaient sur une inflation de 2,9% comme en décembre. Sur un mois, l'indice ressort en hausse de 0,5%, soutenu par le coût du logement, des assurances automobiles et des bil-

lets d'avions. Cette publication confirme que la Réserve fédérale (Fed) n'a pas encore atteint son objectif en matière de stabilisation des prix, a réagi son président, Jerome Powell, à l'occasion de sa deuxième journée d'audition devant le Congrès. "Nous voulons maintenir une politique restrictive pour le moment", a-t-il ajouté devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants. La veille, Jerome Powell avait déjà déclaré devant la commission bancaire du Sénat que la banque centrale américaine prendrait son temps avant de baisser à nouveau ses taux d'intérêt afin de favoriser le reflux de l'inflation. Hors prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, l'inflation de base s'est établie à 0,4% sur un mois et à 3,3% sur un an, un chiffre toujours supérieur à l'objectif de 2% de la Fed. Les économistes s'attendaient à un léger ralentissement de cet indicateur à 3,1%, après une hausse de 3,2% en décembre.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر					
BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 13 Février 2025					
Valeur : 17 Février 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.9589	134.9739
1	EUR	EURO		140.7351	140.7643
1	GBP	POUND STERLING		168.8252	168.8863
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4879	87.5260
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5032	18.5104
1	CHF	SWISS FRANC		148.2902	148.3719
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.5620	94.5924
1	DKK	DANISH KRONE		18.8682	18.8711
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4578	12.4616
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.0004	12.0053
1	AED	UAE DIRHAM		36.7405	36.7496
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9842	35.9902
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.9016	437.0916
1	TND	TUNISIAN DINAR		41.8621	42.2828
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4852	13.4867
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4089	27.5496
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3910	3.4016
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.0739	176.0739

LONDRES

Le FTSE 250 dans le vert, mais une journée difficile pour John Wood

Les cours des actions à Londres ont clôturé dans un mélange de hausse et de baisse vendredi, alors que la politique commerciale et l'incertitude géopolitique se poursuivent et que les dirigeants du monde se réunissent à la Conférence de Munich sur la sécurité. Le vice-président américain JD Vance a déclaré vendredi que les États-Unis étaient prêts à faire pression sur la Russie pour

mettre fin à la guerre en Ukraine, avant une réunion à Munich avec le président Volodymyr Zelensky. M. Zelensky a déclaré qu'une fois que Kiev serait parvenu à une position commune avec les États-Unis et l'Europe sur la manière de mettre fin à la guerre, "nous serions prêts à discuter avec les Russes". "Si un accord devait se matérialiser, ce serait sans aucun doute une aubaine pour l'économie de

la zone euro, toutes choses égales par ailleurs", a commenté Fawad Razaqada de StoneX. L'indice FTSE 100 a clôturé en baisse de 32,26 points, soit 0,4 %, à 8 732,46. L'indice FTSE 250 a terminé en baisse de 3,13 points, à 20 913,01 points, et l'indice AIM All-Share a clôturé en hausse de 0,4 %, soit 2,86 points, à 726,06 points. Le Cboe UK 100 a terminé en baisse de 0,3 % à 875,34, le

Cboe UK 250 a clôturé en légère baisse à 18 279,69, et le Cboe Small Companies a terminé en hausse de 0,7 % à 16 226,59. Entain a mené le FTSE 100, bondissant de 6,8 %. Schroders a été le moins performant, avec une baisse de 3,1 %. NatWest a été parmi les retardataires, en baisse de 2,0 % après que ses résultats annuels aient dépassé les attentes, mais que les prévisions de la banque aient

semblé être "basées sur des hypothèses prudentes". Cependant, Russ Mould d'AJ Bell a commenté : "Les bénéfices annuels et le dividende pour 2024 ont tous deux été plus élevés que prévu chez NatWest et, un peu comme Barclays, la banque gagne et paie son retour dans l'affection des investisseurs après un temps terriblement long dans le désert de l'après-crise financière."

POUR EXPLOITER LES MINÉRAUX DANS LES FONDS MARINS

Les îles Cook veulent coopérer avec la chine

Dans le Pacifique, les îles Cook envisagent d'exploiter les fonds marins pour y extraire des métaux tels que le cobalt ou le nickel, notamment utilisés dans les batteries de voitures électriques.

Les îles Cook, qui envisagent l'exploitation minière de ses fonds marins, ont entamé des discussions avec la Chine concernant l'exploration des ressources minières sous-marines, ont indiqué les autorités locales. Cette petite nation autonome du Pacifique de 17.000 habitants, ancienne colonie de la Nouvelle-Zélande, a accordé une licence à trois entreprises pour explorer les fonds marins à la recherche de nodules riches en métaux tels que le nickel et le cobalt, qui sont utilisés dans les batteries des voitures électriques. "Ces conversations ont ouvert la porte à des nouveaux domaines de collaboration," a indiqué le Premier ministre de l'archipel Mark Brown, qui a effectué une visite à Pékin. Le dirigeant, également en charge du portefeuille des Miné-

raux des fonds marins, a mis en avant le fait que ce secteur pourrait rapporter plusieurs milliards de dollars. L'année dernière il avait souligné que les îles Cook devaient se protéger contre le changement climatique "grâce à tous les revenus que nous pouvons obtenir". Les partisans de l'exploitation minière en eaux profondes affirment que les boulettes de nickel et de cobalt – qui font la taille d'une pomme de terre – peuvent être facilement extraites des fonds marins, contribuant ainsi à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Mais les associations de protection de la nature et les scientifiques craignent en revanche que cette pratique ne détruise les écosystèmes marins, qui jouent un rôle crucial pour réguler le climat, et certaines nations ont demandé son interdiction.

«Vive préoccupation»

La Nouvelle-Zélande avait exprimé la semaine dernière sa "vive préoccupation" concernant un accord de coopération négocié avec la Chine, dont les détails n'ont pas été publiés. Les îles Cook, qui disposent d'une vaste Zone économique exclusive (ZEE) au cœur du Pacifique Sud, sont liées par un accord de "libre association" à la Nouvelle-Zélande, qui leur apporte un soutien budgétaire et une assistance en matière d'affaires étrangères et de défense. Ses habitants jouissent de la citoyenneté néozélandaise. La Chine cherche à étendre son influence diplomatique, économique et militaire dans la région stratégique du Pacifique, défiant l'influence historique des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. En décembre,

FLAMBÉE DES PRIX DU RIZ

Le Japon active ses réserves stratégiques

Le Japon, confronté à une hausse record de 64,5% des prix du riz sur un an, débloque ses réserves stratégiques pour apaiser la crise. 210.000 tonnes de riz vont être mises sur le marché. Le gouvernement japonais va débloquer ses réserves stratégiques de riz, constituées pour répondre aux situations d'urgence, afin de contrer la flambée persistante des prix de cet aliment de base dans le pays. Le Japon avait déjà recouru à ces réserves, qui existent depuis presque 30 ans, en réponse à des pénuries et des tremblements de terre, mais c'est la première fois qu'il les débloque en raison de tensions sur les prix et de perturbations dans la distribution. Le ministre de l'Agriculture Taku Eto a annoncé vendredi que le gouvernement allait débloquer et mettre sur le marché 210.000 tonnes de riz, sur des réserves d'environ un million de tonnes (environ 10% de la consommation nationale).

record de près d'un demi-siècle. Le prix de détail moyen d'un sac de cinq kilos était récemment de 3.688 yens (23 euros) selon une enquête gouvernementale en février, contre 2.023 yens un an auparavant (12,6 euros). Un fardeau supplémentaire pour les consommateurs, confrontés à une inflation persistante (+3% en décembre hors produits frais). Mais jusqu'à récemment, ces réserves gouvernementales ne pouvaient être débloquées qu'en cas de grave perte de récolte ou de catastrophe. Les nouvelles règles permettent d'y recourir aussi si la distribution s'enraye et peine à répondre aux besoins. Paradoxalement, "la demande a également augmenté car le riz, dont le prix était stable, était vu comme une bénédiction dans un contexte d'inflation", explique Masayuki Ogawa à l'AFP. Du côté de l'offre, après les récoltes décevantes de 2023, le gouvernement misait sur l'arrivée de la récolte de l'automne 2024 pour calmer les tensions, mais cela ne s'est pas produit. La production de riz a augmenté sur un an en 2024, mais les grands groupes qui approvisionnent les entreprises alimentaires et supermarchés ont rassemblé 210.000 tonnes en moins, ce qui pourrait suggérer que les producteurs de riz utilisent des circuits alternatifs, avec des revendeurs individuels.

Flambée des prix

La récolte 2023 (consommée l'an dernier, donc) avait été pénalisée par de fortes chaleurs, réduisant l'offre. Et face à une demande plus forte et d'importantes perturbations des circuits commerciaux, le prix du riz a bondi à l'été 2024. Il a continué de s'envoler: les prix du riz ont gonflé en décembre de 64,5% sur un an,

ROYAUME-UNI

Vaste programme de construction de «nouvelles villes»

Pour répondre à la grave crise du logement, le gouvernement prévoit de construire d'ici 2023 des quartiers "bien conçus, beaux, avec des logements abordables, des cabinets de médecins, des écoles et des transports publics". Le Premier ministre britannique Keir Starmer lance un vaste programme de construction de "nouvelles villes", présenté comme le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale, afin de répondre à une grave crise du logement

au Royaume-Uni. Le gouvernement travailliste, arrivé au pouvoir en juillet, a pour ambition de construire 1,5 million de logements d'ici à 2030. Keir Starmer va se rendre sur un site en construction afin de dévoiler les plans de son gouvernement pour "la prochaine génération de villes nouvelles", des quartiers "bien conçus, beaux, avec des logements abordables, des cabinets de médecins, des écoles et des transports publics". Ce programme va être mis en œuvre après "une dé-

cennie de déclin dans la construction de logements", selon le dirigeant travailliste. "Pour tant de familles, devenir propriétaire est un rêve lointain", déplore-t-il.

Manque de logements abordables

Keir Starmer promet que "des centaines de milliers de travailleurs et de familles" à travers le pays bénéficieront de ce programme. Ce plan s'inspire de celui du gouvernement travailliste de la fin des années

1940, qui a permis de construire de nouvelles zones urbaines pour pallier la pénurie de logements après la Seconde Guerre mondiale. Le Royaume-Uni est en proie à une crise du logement depuis plusieurs années, l'offre ne parvenant pas à répondre à la demande qui croît en raison de l'augmentation de la population. Les prix ont fortement augmenté et, avec le manque de logements abordables, l'accession à la propriété est devenue hors de portée pour de

nombreux Britanniques, en particulier les jeunes. Plus de 100 sites à travers l'Angleterre ont été identifiés pour construire ces "nouvelles villes", chacun ayant le potentiel d'y créer "au moins 10.000 logements", selon Downing Street. Keir Starmer s'est engagé à revoir les lois sur l'aménagement du territoire afin de permettre aux promoteurs de passer outre certaines réglementations environnementales et de construire davantage de logements.

PIB en hausse de 0,1% au quatrième trimestre, loin des ambitions du gouvernement britannique

Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a progressé de 0,1% au quatrième trimestre, a annoncé jeudi l'Office national des statistiques (ONS), une hausse inattendue, mais qui reste faible eu égard aux attentes du gouvernement travailliste, dont la relance de la croissance économique est la priorité. Cette progression modeste fait suite à une stagnation au troisième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2024, l'ONS estime désormais la croissance du pays à 0,9%. Le PIB n'a quasiment pas progressé depuis l'arrivée au pouvoir en juillet des travaillistes, ce qui

maintient la pression sur le gouvernement et sa ministre des Finances, Rachel Reeves. Une prévision de 0,9% pour 2024 et de 0,75% en 2025. La chancelière de L'Echiquier, son titre officiel, avait déjà été mise à l'épreuve en janvier par les marchés, à un moment où la livre s'était effondrée et où le taux d'emprunt de la dette avait atteint un niveau plus vu depuis 25 ans. L'opposition met en cause son budget, présenté le 30 octobre. Constitué notamment d'une forte hausse des cotisations patronales

ainsi que d'emprunts exceptionnels pour investir, il n'a pas convaincu les entreprises. "Pendant trop longtemps, les responsables politiques ont accepté une économie qui a laissé tomber les travailleurs. Je ne le ferai pas", a-t-elle réagi jeudi dans un communiqué. Par ailleurs, elle ne commente pas directement l'estimation de l'ONS, promettant qu'elle mettra "plus d'argent dans les poches des gens". Le PIB a en revanche sensiblement progressé sur le seul mois de décembre, de 0,4%. Il avait reculé de 0,1% en octobre,

puis s'était affiché en hausse de 0,1% en novembre. Aux difficultés économiques rencontrées pour l'instant par le Royaume-Uni s'ajoute l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, dont les droits de douane pourraient encore entraver l'activité. Préoccupée notamment par cette nouvelle donne géopolitique, la Banque d'Angleterre a sérieusement revu à la baisse la semaine dernière sa prévision de croissance pour 2025, à 0,75%, contre 1,5% précédemment. Elle estime la croissance pour l'ensemble de l'année 2024 à 0,75%.

VOLKSWAGEN E-CARAVELLE (2025)

Transition importante

Il y aura un avant et un après la septième génération des Volkswagen Transporter et Caravelle, conçue sur la base technique du Ford Transit. Et pour la première fois, des versions 100% électriques et PHEV.

Avec la nouvelle génération des Transporter et Caravelle, la famille des fourgons Volkswagen se compose désormais de trois branches. Le Multivan (et California) dernière mouture (développé sur une base bien Vévée, la MQB) s'adresse principalement aux particuliers (et petits indépendants) et privilégie le luxe avant tout.

De leur côté, les ID. Buzz et Buzz Cargo, développé sur la base MEB 100% électriques, sont les vans écolos-bobos-rétros par excellence. Pas les plus pratiques et polyvalents, mais tellement craquants. Et donc dorénavant pour assurer le «sale boulot» dans le milieu beaucoup plus rationnel des utilitaires purs, les nouveaux Transporter et Caravelle remplacent le T6.1.

Étant donné que Volkswagen travaille désormais avec Ford pour ses fourgonnettes, il n'est pas surprenant que le nouveau Transporter/Caravelle soit techniquement identique au Ford Transit Custom (tout comme l'Amarok est une copie conforme du Ranger, ou le Caddy du Transit Connect). Et vous pouvez commander ce Transit Custom avec un groupe motopropulseur 100 % électrique.... Il en va de même pour la nouvelle VW Caravelle.

Design, carrosserie et dimensions

Sans toucher aux formes et proportions du donneur, l'identité de marque se joue sur la proue. Les designers Volkswagen ont trouvé un bon angle, suggérant une bonne bouille tout en rondeur (alors que le Transit dégage une certaine agressivité). Les phares et leurs diodes rappellent directement d'autres VW, dont le Multivan.

Sans toucher aux formes et proportions du donneur Ford, l'identité de marque se joue sur la proue.

Deux empattements sont au programme, le court, plus athlétique, passe déjà la barre des 5 mètres, à exactement 5050 mm, soit 146 de plus que le T6.1. L'empattement grandit de 97 mm pour atteindre 3100 mm.

Pour les versions à empattement long (ici en photo, en bleu), on passe à 5450 de long et 3500 mm d'empattement. Prise de muscle aussi en largeur, avec à présent 2032 mm, soit 128 de plus.

Volume de charge et habitacle

Ces valeurs sont strictement identiques à celles du Transit Custom. Ces gains se traduisent en volumes exploitables et charges utiles plus élevés. En fonction de la version, on gagne grosso modo 10% de capacité, partout.

Nous nous attardons donc ici au volant de l'inédit e-Caravelle, destiné à jouer au taxi de grande capacité ou à la navette VIP exclusive. Il accueille 8 ou 9 places, la nuance se situant à l'avant avec, en option, la banquette «double passager». À l'arrière, le gigantesque habitacle est d'office aménagé de six places : trois sièges individuels amovibles en deuxième rangée et une banquette amovible de trois places tout derrière. A bord de notre exemplaire en finition Style (4 au total : normal, Life, Style et Panamericana, cette dernière au



look SUVisant), on se sent déjà fort choyé et plutôt éloigné de l'esprit camionnette. Certes, tout est en plastique, mais c'est bien fini, et assez bien présenté.

Les sièges avant sont de bonne facture, chauffants et pourvus d'accoudoirs et de réglages lombaires. Le volant, chauffant aussi, est bien épais. Et surtout, la sensation de qualité perçue est accentuée par la présence des écrans de bord digitaux, dont le central tactile de 13". On n'ira pas jusqu'à le qualifier de Multivan low cost, mais d'une génération à l'autre, le Caravelle s'est embourgeoisé. Comme attendu, l'attirail électronique de sécurité et de confort comprend les dernières évolutions... de chez Ford.

Motorisations et charge

La base châssis-moteurs et structure de

carrosserie de Ford repose sur des suspensions avant de type MacPherson et les suspensions indépendantes à l'arrière. Un blocage de différentiel avant est disponible en option pour les TDI et eHybrid. Sous le capot, c'est Byzance! On commence avec trois incontournables TDI, des 2 litres de 110, 150 et 170 ch (qui sont bien entendu des 2.0 EcoBlue du Ford Transit).

Le plus puissant peut être couplé à une transmission intégrale, sinon le Diesel est toujours une traction. Selon version, avec boîte manuelle à 6 rapports ou automatique 8 rapports. Ensuite, un inévitable moteur électrique décliné en 136, 218 et 286 ch.

Enfin, le Caravelle a également droit à sa version hybride rechargeable, toujours d'origine Ford, associant un 2.5 litres thermique à un moteur électrique pour

un total de 232 ch, avec boîte automatique. Ce moteur devrait assurer une soixantaine de bornes en autonomie électrique. C'est tout ce dont nous savons sur ce PHEV pour le moment, nous l'essayerons plus tard dans l'année.

Autonomie, performances et recharge

C'est un fait, le premier Caravelle électrique dévoile un velouté et un calme inédits dans l'habitacle. Tant mieux pour les clients ou les ouvriers à déposer à leur aéroport ou leur chantier de bon matin... Grâce au centre de gravité plus bas, le e-Caravelle est soudé au bitume, de quoi tenir un bon rythme, sans à-coups grâce à la boîte à réduction unique.

L'e-Caravelle bénéficie de son couple pour tracter une remorque freinée de 2 tonnes.

Les 286 ch ne transcendent pas les accélérations - la masse (2,6 tonnes) et le volume gommant une partie du ressenti - pourtant, le paysage s'accélère plutôt vite.

Au feu vert 9 s suffisent pour atteindre 100 km/h (à deux personnes à bord).

Pour l'anecdote, sa vitesse de pointe est limitée à 150 km/h. L'air de rien, cette navette est un express ! Mais sa force (415 Nm de couple) sert aussi à tirer une remorque jusqu'à 2000 kg.

L'autonomie officielle combinée prévoit dans notre cas... 300 km. Le chantier ne devra pas se trouver trop loin, mais un taximan-navetteur qui rayonne en périphérie (large) des aéroports pourra gérer.

Prix

À qui profitent les synergies entre VW et Ford? Pas trop au client, apparemment. Plus grand, plus fort, plus beau, l'inédit e-Caravelle n'a jamais coûté aussi cher. La liste des tarifs et options comporte 63 pages, reprenez la fourchette : de 55.865 (moteur et équipement de base, empattement court) à 67.520 € pour notre e-Caravelle Style long de 286 ch. Hors TVA bien entendu.

Pour notre version supérieure de 286 ch dans sa finition Style, l'addition s'élève même à 81 699,20 €. Il ne faut donc pas considérer ce véhicule comme un gadget, mais comme un investissement professionnel.

Conclusion

La nouvelle génération des Transporter et Caravelle n'apporte que du plus : confort, équipement, un choix large, des performances. Dans l'absolu, les qualités routières sont indéniablement agréables, grand merci à Ford toujours réputé pour le comportement de ses véhicules !

Stratégiquement l'inédit e-Caravelle vient se positionner sur le marché des vans grands transporteurs 100% électriques, un segment appelé à s'amplifier à l'avenir, en tout cas auprès des professionnels de la construction ou du tourisme. En attendant, la marque le commercialise aussi son Caravelle en Diesel (et bientôt l'hybride), de quoi raboter la note, à équipement et version comparables, d'au moins 10.000 €. C'est déjà ça.

Les résultats de Cisco portés par l'IA et le réseau au T2 2025

Les dirigeants de Cisco se sont montrés optimistes concernant la croissance des commandes liées à l'IA, qui ont atteint 700 millions de dollars depuis le début de l'année et devraient dépasser le milliard de dollars en 2025. Cette semaine, le géant du réseau, qui se souvient qu'il vend surtout du matériel, a détaillé un trimestre réussi à Wall Street.

« Nos commandes d'infrastructure IA avec les hyperscalers au deuxième trimestre ont dépassé les 350 millions de dollars, portant notre total annuel à environ 700 millions de dollars, et nous sommes en bonne voie pour dépasser le milliard de dollars de commandes d'infrastructure IA pour l'exercice 2025 », a déclaré Chuck Robbins, CEO de Cisco, lors du point financier de l'entreprise. « Je dirais que ce que nous constatons du côté des entreprises en ce qui concerne l'IA, c'est que nous en sommes encore aux tout premiers jours, et ils réalisent tous qu'ils doivent déterminer exactement quels sont leurs cas d'utilisation, mais nous commençons à voir certaines dépenses spécifiques liées à l'infrastructure IA. » « Nous pensons qu'il y a une accélération au sein des entreprises qui tentent de se préparer à ce dont elles auront besoin », a ajouté M. Robbins. « Il est clair que les flux de travail d'IA générative vont augmenter la capacité du réseau. » Le dirigeant a mis en avant les récents lancements qui accompagnent les demandes actuelles et futures. Parmi ces produits figurent notamment la famille de commutateurs Cisco 9300 destinée aux centres de données pour faciliter le développement sécurisé de l'IA dans les entre-

prises. D'autres produits IA incluent AI Defense, un service visant à protéger les projets de développement d'IA des entreprises ; les AI Pods, qui offrent un serveur rack UCS basé sur la plateforme Nvidia HGX et introduisent des piles d'infrastructure plug-and-play adaptées à des cas d'utilisation spécifiques de l'IA, Hyper-shield, un tissu de sécurité auto-améliorant basé sur l'IA conçu pour protéger les applications, appareils et données distribués ; et le cluster AI Nexus HyperFabric. Robbins a expliqué que les produits IA de Cisco font partie d'une stratégie en trois volets pour répondre à l'opportunité de l'IA : - « Premièrement, l'infrastructure d'entraînement IA pour les clients webscale. Des combinaisons de notre Cisco 8K, Silicon One, des systèmes optiques et optiques sont déployées par cinq des plus grands webscalers dans leurs réseaux d'entraînement back-end », a indiqué le CEO. - Deuxièmement, l'inférence IA et les clouds d'entreprise. « Nos commutateurs Nexus, serveurs AI basés sur Nvidia, AI Pods et logiciels Hyperfabric et AI Defense sont conçus pour simplifier et dérisquer le déploiement de l'infrastructure IA et apporter la puissance du réseau AI hyperscale ouvert à l'entreprise », a poru-

suivi M. Robbins. - Et troisièmement, la connectivité du réseau IA. « Les clients utilisent nos plateformes technologiques dans les domaines de la commutation, du routage, de la sécurité et de l'observabilité pour moderniser, sécuriser et automatiser leurs opérations réseau afin de se préparer au déploiement généralisé des applications IA », a détaillé le dirigeant. « Cela, combiné à des modèles back-end matures, entraînera une augmentation des exigences de capacité de la part des réseaux cloud privés et publics frontaux. »

La montée en force de l'IA repose sur le réseau

Bien que le réseau pour l'IA en soit encore à ses débuts, le réseau d'entreprise est le cœur de métier de Cisco, et au moins au deuxième trimestre de 2025, les résultats sont positifs. « Les commandes de produits de réseau ont augmenté de deux chiffres, stimulées par la commutation, le routage d'entreprise, l'infrastructure webscale et les applications de réseau industriel dans nos produits IoT », a précisé Chuck Robbins. « Les commandes de commutateurs campus ont augmenté de deux chiffres et nous nous attendons à ce que notre portefeuille de commutateurs

campus, ainsi que nos points d'accès WiFi 7, progressent avec l'augmentation des politiques de retour au bureau », a relevé le dirigeant. « Nous continuons également à observer une forte croissance des commandes pour la commutation de centres de données, ce qui représente notre quatrième trimestre consécutif de croissance à deux chiffres », a précisé le dirigeant. « Nous nous attendons à ce que cela se poursuive à mesure que nos commutateurs Nexus 800G basés sur notre puce Silicon One de 51,2 téra-bits deviennent disponibles en avril pour les déploiements cloud AI. » Chuck Robbins a également souligné une forte demande pour la ligne de produits Industrial Internet-of-Things de Cisco, qui comprend ses produits de réseau Catalyst. « Au premier semestre de l'exercice 2025, les commandes ont augmenté de plus de 40 % et, au deuxième trimestre, nous avons constaté une croissance de plus de 50 %, signalant une accélération à mesure que les clients se préparent au déploiement de la robotique alimentée par l'IA et de la sécurité industrielle », a conclu le dirigeant.

Des fonds lorgnent sur Trend Micro

Selon Reuters, plusieurs fonds d'investissement, dont Bain Capital, Advent International, EQT AB et KKR, sont en concurrence pour racheter l'éditeur japonais de cybersécurité. Les discussions se seraient accélérées ces dernières semaines. La valorisation de Trend Micro est estimée aujourd'hui à 8,5 Md\$. Si l'opération se concrétise, il s'agira d'une des plus grosses transactions dans le domaine de la cybersécurité. Trend Micro peut aussi choisir de rester indépendante.

Don Jonhson devient CEO de Docker

La société co-fondée par Solomon Hykes et spécialisée dans les conteneurs a annoncé la nomination de Don Jonhson en tant que directeur général. Avant de rejoindre l'éditeur, il était vice-président exécutif d'Oracle Cloud Infrastructure. Et encore auparavant, il a fait ses armes au sein d'AWS. « Docker ressemble à la fois à une nouvelle startup branchée et au fondement de l'univers des conteneurs natifs, aujourd'hui prédominant et en passe de devenir omniprésent », explique le dirigeant dans

COLLECTER ET VENDRE DES DONNÉES

La double-vie des captchas

Présentées comme des mesures de sécurité anti-bots, certains captchas ont pour fonction de récupérer des données personnelles et de les commercialiser. Tout le monde connaît les tests captchas et a déjà dû en résoudre sur Internet, que ce soit en choisissant des images de bus ou de vélos, en entrant des combinaisons complexes de chiffres et de lettres, ou simplement en cliquant pour prouver qu'on n'est pas un robot. Si ces contrôles sont très utiles, les bots ont trouvé des parades et la situation n'a fait qu'empirer avec l'IA. Alors, pourquoi y a-t-il encore autant de captchas sur le web ? Apparemment, ils servent désormais un objectif différent. Au lieu d'identifier et de bloquer les robots, ils sont utilisés pour collecter des données sur les utilisateurs, selon une chaîne YouTube nommée Chuppl (repérée par Techspot).

Le recaptcha de Google sous le feu des critiques

Dans la vidéo citée précédemment, le recaptcha de Google est particulièrement problématique. Les versions 2 et 3 ne



seraient pas du tout conçus pour repousser les robots. Au contraire, leur principal objectif est de collecter des données sur tous ceux qui tentent de les résoudre. Non seulement il récupère des informations sur le type de navigateur et l'adresse IP, mais il stocke également des informations relatives à l'historique du navigateur, des cookies, etc.

Toutes ces informations glanées sont vendues à d'autres entreprises. En cochant une case captcha inoffensive, vous transmettez des données sensibles sans avoir la possibilité d'en refuser la collecte. Les experts estiment la valeur des données ainsi collectées à environ 898 M€, ce qui montre à quel point le commerce des données capt-

cha peut être lucratif. Les défenseurs de la protection des données personnelles demandent l'abolition de ces derniers. Non seulement ils ne remplissent plus leur objectif déclaré, mais ils nuisent également à l'expérience des utilisateurs sur les sites web et constituent une porte d'entrée pour les pirates informatiques.

[uncaptcha2] nikolaig	
AudioCaptcha.py	
2021-01-02 23:13:51	-
2021-01-02 23:13:51	-
Using PPAPI flash.	
2021-01-02 23:13:52	-
2021-01-02 23:13:54	-
2021-01-02 23:13:55	-
2021-01-02 23:13:58	-
2021-01-02 23:13:58	-
2021-01-02 23:14:00	-
2021-01-02 23:14:00	-
Playing WAVE 'audio.wa	
2021-01-02 23:14:05	-
2021-01-02 23:14:06	-
2021-01-02 23:14:06	-
2021-01-02 23:14:08	-
2021-01-02 23:14:10	-
2021-01-02 23:14:11	-
2021-01-02 23:14:11	-
Using PPAPI flash.	
2021-01-02 23:14:12	-
2021-01-02 23:14:13	-
2021-01-02 23:14:15	-
2021-01-02 23:14:18	-
2021-01-02 23:14:18	-
2021-01-02 23:14:19	-
2021-01-02 23:14:19	-
Playing WAVE 'audio.wa	
2021-01-02 23:14:24	-
2021-01-02 23:14:24	-
2021-01-02 23:14:24	-
2021-01-02 23:14:27	-
2021-01-02 23:14:29	-
2021-01-02 23:14:30	-
2021-01-02 23:14:30	-
Using PPAPI flash.	
2021-01-02 23:14:31	-
2021-01-02 23:14:32	-
2021-01-02 23:14:33	-
2021-01-02 23:14:36	-
2021-01-02 23:14:36	-

Mots fléchés

Système de mesure stable, simple (3 mots) Charge		Rude		Jamais		Conte court		Parolier français (Bois)		Superbe-ment		Commé- morees	
		Assurances				Légèremen- âcre		Eloquence		Plante rampante		Puissant explosif	
Solide				Fricas- seraient									
Instru- ments à cordes				Connait									
					Lettre grecque		Apathique						
							Rejeté						
Sélénium			Bon moment						Île française			Alcaloïde extrait de la	
Chagriné			Un revenu de solidarité						Surface agricole			fève de calabar	
								Éléments d'équipe- ments					
								Aurochs					
L'Estonie						Mets à base de légumes cuits							S'enfuir
Mutuelle agricole						Station spatiale russe							
Chef-lieu des îles Loyauté				Détentions	Petit fruit					Partie d'église			
		Petit alliage	Qui manque de souplesse						Longue période	Un centre à la poste			
			Commune sarde							Mue par le vent			
Reproduc- teur					Raillerie						Pronom personnel		
Chic					Possessif						Chapeau claque		
						Centre d'urgence		Ronchonne					
								Fils en hébreu					
Mésaven- tures							Signe zodiacal						
Conjonction de coordination							Affables						
		Sévère	Savoir- vivre						Ibid			Séparables	Agence spatiale europé- enne
			Espion sous Louis XV						Gros nez				
Poissons d'eau douce					La langue en argot								
Hein					Chiffre			Baies					
Sobriquet					Le sauveur								
						Affluent de la Garonne					Calcium		
						Capitaine d'un bateau turc					Périodes noires		
Petite classe		Elle a participé à la création d'Israël (Golda)	Saint de la joie (Philippe) Affluent de la Dordogne					Victoire impériale					Beau château
	Livre liturgique							Division d'une couronne		Officier du roi Venceslas			
		Einsteinium			Réservoir cylindrique				Rejeton				
		101 romain							Exavolt				
Petit poil													
Genre de reptile batracien				Affluent du Rhône						Possessif			
						Punisse							

La 42^e session du Conseil des ministres de l'Intérieur arabes a été officiellement lancée à Tunis, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad. L'ordre du jour de cette session est articulé autour de plusieurs projets stratégiques, dont le renforcement de la coopération régionale dans la lutte contre le trafic de drogues et de psychotropes. Les ministres arabes aborderont également un projet de plan transitoire pour l'élaboration d'une stratégie arabe destinée à contrer la cybercriminalité. Un troisième projet a trait à la consolidation de la coordination sur les dispositifs de secours et de gestion des crises au niveau régional.



PRIX DU PÉTROLE

Relative stabilité

Les cours du pétrole observent une relative stabilité. Le Brent a diminué de 0.37% et le WTI de 0.77%. Les cours restent aussi influencés par l'évolution de l'offre et de la demande. Les prévisions pour 2025 indiquent une croissance modérée de la demande, alors que de nouveaux approvisionnements en provenance des Amériques vont entrer sur le marché. L'OPEP+ dispose d'une capacité de production non exploitée estimée à près de six millions de barils par jour. Son calendrier actuel prévoit l'ajout progressif de 2,2 millions de barils quotidiens à partir d'avril, avec une augmentation de 120.000 barils par jour chaque mois pendant 18 mois. Toutefois, Andy Lipow, analyste, estime que, compte tenu des prix actuels du brut sous la barre des 75 dollars, l'organisation pourrait revoir son calendrier. Aussi, il convient de noter que l'AIE est plus prudente que l'alliance des producteurs de pétrole, l'OPEP+, qui a indiqué mercredi tabler sur une demande à 105 mb/j MBJ par Jour en 2025. L'augmentation de la demande prévue par l'AIE entre 2024 et 2025 est 27% plus élevée que celle observée entre 2023 et 2024. Elle est tirée par les pays hors OCDE – 2% d'augmentation entre 2024 et 2025 – avec l'Inde suivie de la Chine. La production de pétrole a «plongé en janvier à cause d'un froid extrême affectant la production nord-américaine et du déclin de la production nigériane et Libyenne» notamment, selon l'AIE.

38E SOMMET DE L'UA

L'Algérie réaffirme son engagement à lutter contre les effets néfastes du changement climatique

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Nadjiba Djilali a réaffirmé, dimanche à Addis-Abeba, l'engagement de l'Algérie à lutter contre les effets néfastes du changement climatique, dans le cadre du plan de relance économique visant à réaliser la croissance verte, rappelant la nécessité d'œuvrer à éviter la persistance de l'impact négatif sur la croissance des économies africaines. Dans une déclaration à l'APS en marge de sa participation, en qualité de représentante du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la réunion du Comité des chefs d'Etat et de gouvernement sur les changements climatiques, dans le cadre des travaux de la 38e session ordinaire du sommet de l'Union Africaine (UA) à Addis-Abeba, la ministre a précisé que l'Algérie fonde de grands espoirs sur ce sommet qui revêt une importance particulière, soulignant "l'engagement de l'Algérie à lutter contre les effets néfastes du changement climatique, ce qui reflète les efforts déployés par le pays pour une transition vers les énergies nouvelles et renouvelables dans le cadre du

plan de relance économique visant à réaliser une croissance verte, à travers l'utilisation de techniques innovantes et numériques". Le sommet se tient dans "un contexte climatique critique" marqué par des conflits géopolitiques et économiques aux conséquences imprévisibles pour l'Afrique, notamment les risques de sécheresse, de désertification, d'inondations et d'incendies de forêt, entraînant déplacements, migrations et crises alimentaires, a-t-elle fait observer. La ministre a évoqué la dernière analyse de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, selon laquelle les pays en développement ont besoin d'un financement considérable et accessible pour relever les défis auxquels fait face l'action climatique dans le continent. La ministre a souligné que l'Algérie, dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques, "a mobilisé toutes les capacités nationales pour honorer ses engagements en vertu de l'Accord de Paris, grâce à sa contribution définie au niveau national, visant à réduire de 7% les émissions de gaz à effet de serre

d'ici 2030 en s'appuyant sur ses propres capacités et moyens, avec un objectif pouvant atteindre 22% en cas de soutien extérieur". Afin d'honorer ses engagements, l'Algérie a adopté le Plan national Climat (PNC) qui "se veut un document stratégique et une preuve tangible de sa volonté politique et des efforts nationaux déployés pour lutter contre le changement climatique". Dans le cadre de la lutte contre les risques climatiques, la ministre a rappelé l'adoption du Plan national sécheresse, outre le renforcement du système juridique, ajoutant que la sécheresse est classée parmi les phénomènes climatiques à risque et la désertification dans le cadre des risques majeurs. Entre autres mesures prises, la ministre a cité "la relance du projet du barrage vert en tant que priorité nationale visant à contribuer efficacement à la création d'une zone verte pour le stockage du carbone et la résistance aux changements climatiques à travers la réhabilitation et l'extension de ce barrage pour lutter contre la désertification".

SEMAINE NATIONALE DE LA PRÉVENTION

Novo Nordisk Algérie déploie une clinique mobile à Tipaza

Dans le cadre de la troisième édition de la Semaine de la prévention organisée par le Ministère de la Santé à Tipaza, sous le haut patronage du Ministre, Novo Nordisk Algérie participe activement à cette initiative, organisée sous le slogan « Pour un Ramadan sain et serein, évitons les excès ».

Une campagne de dépistage et d'information est déployée via

la Clinique Mobile, installée à la salle omnisports de Tipaza. Ce dispositif offre aux citoyens des examens cliniques et biologiques, dans le but de sensibiliser sur l'importance du dépistage précoce du diabète et de l'obésité ainsi que sur l'éducation thérapeutique, en mettant l'accent sur l'adoption d'habitudes alimentaires adaptées pour bien préparer le mois de Ramadan.

Parallèlement, le Ministère de la Santé organise des journées de formation scientifique du 17 au 20 février courant. Elle sont destinées aux professionnels de la santé. Des spécialistes aborderont des thématiques variées telles que l'hypoglycémie, la prise en charge de l'obésité, l'éducation thérapeutique, les habitudes alimentaires, l'activité physique et la gestion du diabète pendant le

Ramadan, ainsi que d'autres enjeux liés aux addictions et aux maladies non transmissibles. Cette action s'inscrit dans le cadre du partenariat entre le Ministère de la Santé et Novo Nordisk Algérie. La Clinique Mobile « Changing Diabetes », lancée en 2011 – premier projet de partenariat public-privé entre les deux entités – parcourt le territoire national depuis 14 ans. Ayant mené 43 cam-

pagnes, elle a permis de dépister près de 61 268 patients sur 161 919 visiteurs et a accompagné plus de 6 502 patients vivant avec le diabète dans la gestion de leur maladie. Ce dispositif vise à renforcer l'accès aux soins, à sensibiliser le public aux bonnes pratiques de santé et à soutenir les patients et leurs familles pour assurer un Ramadan sain et serein.

EN PRÉVISION DU RAMADHAN

Mobilisation d'un stock de sécurité de produits alimentaires de large consommation à Constantine

Un stock de sécurité de différents produits alimentaires de large consommation, a été mobilisé par la direction du commerce de la wilaya de Constantine, en prévision du mois de Ramadhan prochain, a déclaré dimanche à l'APS le directeur local du secteur, Sid Ahmed Merdas. Ce stock de sécurité est constitué de 6.180 quintaux de semoule, 6.000 quintaux de farine, de plus de 200.000 litres d'huile de table,

5.000 quintaux de sucre, 760 quintaux de café et de 1.000 quintaux de poudre de lait de la laiterie Numidia relevant du secteur public, a précisé le même responsable. L'opération, a-t-il indiqué, s'inscrit dans le cadre des orientations du ministère de tutelle, visant à assurer la disponibilité en quantités suffisantes des productions alimentaires de base et à éviter toute perdition en matière d'approvisionnement des marchés du-

rant le mois sacré de Ramadhan. L'initiative, a encore ajouté M. Merdas, vise également à lutter contre la spéculation illicite pouvant être enregistrée durant le mois de Ramadhan, indiquant qu'un programme de contrôle et d'inspection des marchés de gros et de détail, a été tracé à travers la mobilisation de 98 brigades (196 agents) soutenues par des services de la police et de la gendarmerie nationale. Les sorties d'inspection

prévues cibleront aussi les commerces de vente de fruits et légumes, des produits laitiers et dérivés, les boulangeries, les boucheries, les fast-foods et les restaurants pour assurer un suivi quotidien de la qualité des produits de consommation proposés à la vente et du respect de la chaîne de froid et des normes d'hygiène et cela, en coordination avec les bureaux d'hygiène communaux et les services vétérinaires, a-t-on noté.